ISSN 0024-7650

SALVADOR, GUATÉMALA, NICARAGUA : les peuples face à l'impérialisme

Pages 9, 10, 11, 12

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 721 - 27 mars 1982 - prix : 6 F

Cisjordanie : soulèvement contre l'oppression israélienne

P. 20

Les paysans sont mécontents du gouvernement de gauche mais ils peuvent être les alliés des ouvriers.

M 6189 - 721 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— **Pologne : Solidarité vit toujours.**
— **Le PC italien en difficulté.**
Page 9 :
— **Guatemala : les militaires succèdent aux militaires.**
— **Salvador : un petit peuple tient tête à l'impérialisme américain.**
Pages 10 à 12 :
— **Le Nicaragua face à l'escalade des menaces américaines :**
• **Les sandinistes ne souhaitent pas la rupture.**
• **Ils veulent desserrer l'empire US.**
• **Ce qui a changé.**
• **L'état d'urgence.**
• **Les mesures américaines.**

En France

Pages 4 et 5 :
— **Au-delà des calculs de dirigeants syndicaux liés à la droite, une manifestation du mécontentement paysan.**
— **La baisse du revenu des paysans.**
Page 6 :
— **Le mauvais tour des élections cantonales.**
Page 7 :
— **Attentat au Pays basque : la police choisit sa piste.**
— **Le gouvernement impuissant devant les spéculateurs.**
Page 13 :
— **Dans les entreprises : Motorola Toulouse ; Carbone Lorraine Gennevilliers ; Tri postal PLM Paris.**
Pages 14 et 15 :
— **En lutte : hôpital Edouard-Herriot Lyon ; éducateurs, Rennes ; cantines EDF ; traitement des eaux.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *La montagne aux chacals* de M. Ouary ; *Olympe de Gouges* d'O. Blanc ; *La révolte irlandaise ; Le gouverneur de Morée* de B. Racine ; *Quand les journalistes polonais parlaient ; Le socialisme à l'épreuve de l'histoire ; Etre communiste en URSS sous Staline ; Miroitements* de Pierre Boulle.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Kung Fu ; Une glace avec deux boules.***
— **Exposition : *La peinture française du XVII^e s. dans les collections américaines ; Le XVI^e siècle florentin.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

HIROSHIMA : Les grandes puissances préparent cent fois pire

Au Japon, 200 000 personnes se sont rassemblées le 22 mars à Hiroshima.

Cette foule, la plus importante réunie ces dernières années, comptait dans ses rangs des survivants de l'explosion atomique. Elle entendait manifester pour la paix et contre les armes nucléaires, en particulier contre l'implantation d'engins américains dans cette région de l'Extrême-Orient.

Mais alors que dans le monde, les protestations et les manifestations continuent pour dénoncer la course aux armements atomiques, en France, le gouvernement français, tout socialiste qu'il se prétende, continue de fabriquer des bombes atomiques et a peut-être commencé celle de la bombe à neutrons. La bombe à neutrons, c'est cette fameuse bombe propre, celle qui ne fait que tuer les êtres vivants, sans détruire les constructions et le matériel.

On peut compter sur le gouvernement français et sur ses homologues des pays dits avancés pour la préparation d'autres Hiroshima, d'où il ne restera peut-être même pas de survivants pour témoigner !

Uranium à vendre

L'Agence internationale de l'énergie atomique serait, paraît-il, inquiète : il y aurait une surproduction mondiale d'uranium.

Ce serait les retards survenus dans la réalisation des programmes de construction de centrales nucléaires dans plusieurs pays qui seraient responsables de la présente situation. Une surproduction d'uranium, qui casserait les prix de ce produit au grand dam des producteurs.

Et puis même les militaires leur font faux bond. Ils préfèrent aujourd'hui les bombes à hydrogène, voir la bombe à neutrons, la petite bombe atomique classique, étant plus grande consommatrice d'uranium. Il faut tuer selon la mode du temps. Mais si la mode guerrière tue le commerce, rien ne va plus.

Quand on connaît la rage de bénéfices de ces sociétés, il y a de quoi être inquiet sur le genre de nuisances qu'elles pourraient inventer pour relancer la consommation.

Sainte drogue

Le pape a décidé de mettre sur pied un service spécial pour étudier le problème de la drogue au Vatican.

La religion étant l'opium du peuple, c'est bien connu, le pape a évidemment dû se sentir le mieux placé pour en étudier les problèmes.

La dégradation des murs et celle du communisme

Quatre jeunes gens comparaissaient hier devant le tribunal correctionnel de Bobigny pour avoir écrit des graffiti sur les murs de Saint-Ouen.

La municipalité — communiste — de cette ville, avait porté plainte contre eux, jugeant l'opération ***« méprisable »*** *et* ***« consciente de traduire l'indignation de tous les honnêtes gens, qui n'acceptent pas qu'on substitue l'injure et la dégradation au débat démocratique des idées ».***

Il faut dire que les graffiti tracés étaient : ***« Solidarité avec Solidarnosc » ; « Pologne, empêchons que ça se Tass » ; « Liquidons la dette polonaise : réglons leur compte aux staliniens ».*** *Cela avait de quoi, évidemment, faire grincer des dents les édiles PCF de Saint-Ouen, leur parti ayant approuvé le coup de force militaire en Pologne !*

A l'audience, toutefois, l'avocat de la ville de Saint-Ouen s'est montré moins virulent et s'est contenté de demander le remboursement de la peinture ayant servi à maquiller les bombages, ce à quoi les quatre prévenus ont été condamnés.

Six policiers inculpés

La semaine dernière, six policiers parisiens ont été inculpés : trois pour attentat à la pudeur, trois autres pour avoir passé à tabac un client dans un bar.

Les premiers ont été suspendus mais laissés en liberté, sous prétexte que leur victime, une adolescente de 15 ans et demi, aurait été consentante. Le seul hic, c'est qu'elle s'était échappée d'un hôpital psychiatrique et que la première chose qu'elle a faite après avoir quitté la voiture des policiers, c'est chercher refuge dans un commissariat...

Quant aux trois autres policiers, ils ont été inculpés de « *violences illégitimes* ». A une heure du matin, ils avaient fait brusquement irruption dans un café en hurlant : « *Ça sent le haschisch là-dedans !* ». Ils avaient procédé à une fouille systématique des clients, tout « *en se frottant la paume de la main avec leur matraque* », paraît-il, puis ils ont littéralement passé à tabac un client qui refusait de montrer ses papiers, sous la menace d'un revolver. Celui-ci a dû être transporté à l'hôpital.

Décidément, le temps des bavures n'est pas mort. Et l'insécurité, c'est aussi le fait de la pègre en uniforme.

Les vigiles de nouveau sur la sellette

A Lyon, un groupe de vigiles effectuaient eux-mêmes des cambriolages dans les magasins qu'ils avaient sous leur surveillance, puis, une fois le butin mis à l'ombre, grands seigneurs, ils prévenaient la police.

Mais voilà : la semaine dernière, deux d'entre eux, après avoir effectué leur larcin selon la mise en scène habituelle et dérobé pour 35.000 F de marchandises dans une grande surface de la banlieue lyonnaise, se sont retrouvés au trou... Motif : les policiers chargés de l'enquête avaient retrouvé une partie du butin chez trois vigiles collègues des premiers.

A Tarbes, même scénario, mais les rôles sont inversés : cette fois, c'est un fonctionnaire de police qui s'est fait épingler par un vigile après avoir fracturé un magasin.

Serait-ce un nouvel épisode de la guerre des gangs ?

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les paysans sont mécontents du gouvernement de gauche, mais ils peuvent être les alliés des ouvriers.

Mardi dernier, des dizaines de milliers d'agriculteurs venus de toutes les régions de France ont manifesté pendant des heures dans les rues de la capitale. Sans cris, sans chansons, sans rires, mais sous les claquements des fusées et des pétards, ce fut une impressionnante démonstration de force, de mécontentement et de détermination qui avait valeur d'avertissement solennel sinon de menace.

Tout en se prétendant purement syndicale, cette manifestation dans la capitale était évidemment politique.

Il s'agissait de protester contre la politique du gouvernement et exiger de lui des mesures en faveur des agriculteurs.

Les protestations des agriculteurs contre la politique gouvernementale ne datent pas d'hier. Voilà des années que leur colère éclate dans le Midi, en Bretagne, dans le Centre ou ailleurs, dans des manifestations extrêmement dures, barrant les routes, les voies ferrées ou s'attaquant aux préfectures.

Mais tant que la droite était au gouvernement les dirigeants de la FNSEA, qui lui sont liés, se sont bien gardés de concentrer cette colère dans une démonstration de force anti-gouvernementale dans les rues de la capitale. C'est aujourd'hui, qu'il y a un gouvernement de gauche, qu'ils cherchent à diriger directement contre le gouvernement le mécontentement profond des agriculteurs.

Mais les calculs des dirigeants de la FNSEA n'auraient aucune chance d'aboutir si la politique que mène le gouvernement de gauche n'était pas de nature à décevoir la grande masse des agriculteurs, extactement comme elle déçoit les travailleurs des villes. Car dans les campagnes, pas plus que dans les villes, il n'y a eu de changement depuis le 10 mai.

Ce sont toujours les mêmes qui supportent le poids de la crise qui se prolonge. Le niveau de vie des travailleurs se dégrade dans les campagnes comme dans les villes car les riches, les gros capitalistes de l'agriculture, les trusts agro-alimentaires, tout comme les industriels et les banquiers, eux, tirent leur épingle du jeu, maintiennent leurs profits en pressurant toujours plus ceux qui travaillent et produisent.

Et le gouvernement de gauche ne sait que se montrer pleutre et lâche devant les possédants. Il est incapable de s'en prendre à leur fortune et à leurs profits pour sauvegarder, dans la crise, les intérêts des travailleurs, ceux des villes. Il est incapable de mener une politique réellement différente de celle de ses prédécesseurs de droite qui géraient la crise au mieux des intérêts des gros possédants.

Les dizaines de milliards que le gouvernement a consacrés à l'industrie depuis la 10 mai sont allés dans la poche des industriels et des gros actionnaires des sociétés nationalisées, pas dans celle des travailleurs. Les milliards qu'il a donnés comme subvention à l'agriculture sont allés dans les poches des plus riches exploitants et des trusts agro-alimentaires, pas dans celles des petits agriculteurs.

Oui, tous ceux qui avaient placé leurs espoirs dans la gauche ont de quoi être déçus. Et si leur déception se change en colère contre ce gouvernement, celui-ci n'aura récolté que ce qu'il mérite.

Le danger ce n'est pas que les paysans s'en prennent au gouvernement — ce ne serait que justice — c'est qu'ils s'en prennent un jour aux travailleurs des villes. Le danger c'est que, la crise exaspérant les mécontentements, la démagogie des politiciens réussisse à dresser un jour l'une contre l'autre deux fractions de la population laborieuse.

Le danger pour la classe ouvrière, ce serait que les autres classes laborieuses, comme les agriculteurs, tournent leur colère contre elle, en la rendant responsable d'une politique menée par un gouvernement qui prétend parler et agir au nom des travailleurs et en fonction de leurs intérêts.

La classe ouvrière peut écarter le danger par sa clairvoyance, sa conscience, sa détermination dans la lutte, sa capacité à faire rendre gorge aux exploiteurs et aux profiteurs de tout poil.

Les agriculteurs ne sont que deux millions en France, dispersés dans les campagnes. Mais ils ont tout de même réussi à manifester à plus de 100 000 dans la capitale. La classe ouvrière, elle, est dix fois plus nombreuse, déjà concentrée dans les grandes villes.

Si elle aussi manifestait sa colère et exigeait son dû, rien ne pourrait lui résister. Les riches devraient payer. C'est à eux qu'elle imposerait les sacrifices. C'est eux qui, enfin, feraient les frais de la crise de leur propre système, au lieu d'en profiter pour écraser un peu plus encore les plus pauvres.

Et du coup, face à la classe ouvrière en révolte, les politiciens de droite n'auraient plus aucune possibilité de faire croire aux travailleurs des campagnes que si le gouvernement de gauche s'en prend à eux, c'est qu'il en donne trop aux ouvriers. Ils ne pourraient plus leur faire oublier qui sont leurs vrais ennemis, les capitalistes auxquels le gouvernement réserve en fait ses largesses.

Et les politiciens de gauche n'auraient plus la possibilité de faire croire aux ouvriers que, si les agriculteurs se battent, c'est parce qu'ils seraient de droite, et non pas parce qu'ils sont eux aussi victimes de la politique gouvernementale.

Oui, c'est en imposant le respect de ses intérêts que la classe ouvrière pourrait être à la tête de la lutte de toutes les petites gens des villes comme des campagnes qui sont aujourd'hui victimes de la crise. C'est en se battant qu'elle pourrait rassembler à ses côtés les autres catégories de travailleurs comme les paysans.

Pour que ce ne soit pas la droite par sa démagogie, il faut que ce soit la classe ouvrière par ses luttes qui rassemble autour d'elle les masses populaires frappées par la crise : l'avenir en dépend !

Arlette LAGUILLER.

L'arrière du train social :

Drôle d'avancée

C'est en grande partie dans l'indifférence des travailleurs que s'est discuté au Conseil des ministres de jeudi le dernier train des ordonnances sociales, ainsi que le projet Auroux sur le droit des travailleurs à l'entreprise.

Sur ce qu'il y avait à attendre des mesures gouvernementales, on en avait eu un avant-goût avec l'ordonnance sur la réduction du temps de travail, où la moindre concession était balancée par tant de contreparties que, des patrons ou des ouvriers, il était bien difficile à la lecture des seuls textes de savoir quels allaient être les véritables bénéficiaires. Et quand les travailleurs ont cru qu'il suffisait de faire appliquer ce qu'ils pensaient être leurs droits, ils se sont heurtés à la résistance patronale. Parfois même à des cadres organisés en milices, quand cela n'a pas été directement contre des mercenaires faisant profession de briseurs de grève.

On ne peut pas dire alors que le peu qui ait été obtenu sur la réduction du temps de travail l'ait été par la vertu des textes des ordonnances gouvernementales.

Aujourd'hui, le gouvernement remet ça avec le travail à temps partiel, l'insertion des jeunes, le cumul emploi-retraitre, le chèque vacances, ou la retraite à 60 ans. Il parle aussi avec le rapport Auroux de droits nouveaux pour les travailleurs à l'entreprise, confondant allègrement d'ailleurs les facilités accordées aux syndicats prévues dans le projets de loi en question avec des avantages pour les travailleurs.

Le gouvernement a légiféré par ordonnances soi-disant pour accélérer le processus qui serait aujourd'hui terminé.

Mais que résultera-t-il de la prétendue « avancée sociale » dont il a fini par accoucher... au bout de dix mois ?

Sans doute des discussions à n'en plus finir — avec ou sans conflits — pour interpréter les nouveaux textes. Sans doute la volonté d'entretenir l'illusion que le gouvernement fait quelque chose pour les travailleurs, mais que ce n'est pas de sa faute si les patrons mettent des entraves à la réalisation des moindres améliorations. Sans doute une plus grande animosité de la part de ceux qui, parmi les classes moyennes, voudront bien croire que c'est parce qu'on donne aux ouvriers que leur sort, à eux, ne s'améliore pas et même empire avec la crise.

Mais dans toute « l'avancée sociale » contenue dans les ordonnances, il n'y a rien qui change quoi que ce soit au sort des travailleurs soumis à la crise.

La présence de la gauche au gouvernement ne change rien au rapport de forces entre la classe ouvrière et le patronat.

Elle ne fait que mettre un rideau de fumée qui gêne les travailleurs pour distinguer où sont leurs véritables intérêts. Un rideau de fumée derrière lequel, par contre, les autres classes sociales se préparent à faire payer à la classe ouvrière les difficultés de la société capitaliste en crise.

Louis GUILBERT

Au-delà des calculs des dirigeants syndicaux liés à la droite, une manifestation du mécontentement paysan

La manifestation de paysans qui s'est déroulée à Paris le 23 mars a été un succès puisqu'ils étaient plus de 100 000 aux dires des organisateurs (et 60 000 selon la préfecture de police) à être venus des quatre coins de France pour manifester dans la capitale.

Une vingtaine de tracteurs ouvraient la marche. Les paysans ont défilé, département par département. Un important service d'ordre avec brassards de la FNSEA encadrait le cortège. Certains parlaient patois, cassaient la croûte en défilant. Tous les manifestants, parmi lesquels les femmes étaient très peu nombreuses, portaient un badge vert avec le sigle FNSEA ou CNJA. Beaucoup avaient épinglé un badge supplémentaire indiquant : « Je suis fier d'être un agriculteur », **et la mention de leur département.**

Dans la manifestation, pas de slogans scandés, mais des lancers de pétards. Deux paysans remontent le cortège en courant avec des bidons de lait qui traînent sur le pavé. Ils se taillent un gros succès.

Il y a des centaines de banderoles. Elles proclament : « Les paysans à Paris vous informent » ; « Rétablissez notre pouvoir d'achat » ; « 16 % au 1er avril » ; « Réduire nos coûts de production ». **Une énorme banderole affirme :** « Deux millions de chômeurs, ça suffit ». **Une autre :** « Marre d'être exploités : 2 F le pain, 20 centimes le blé ». **Quelques banderoles dénoncent aussi les cadeaux que le gouvernement ferait aux entreprises nationalisées comme Renault et la sidérurgie et réclament des subventions pour l'agriculture. Un calicot attaque les 39 heures qui permettent de recevoir le SMIC, alors que dans les campagnes** « 70 heures = 0 ».

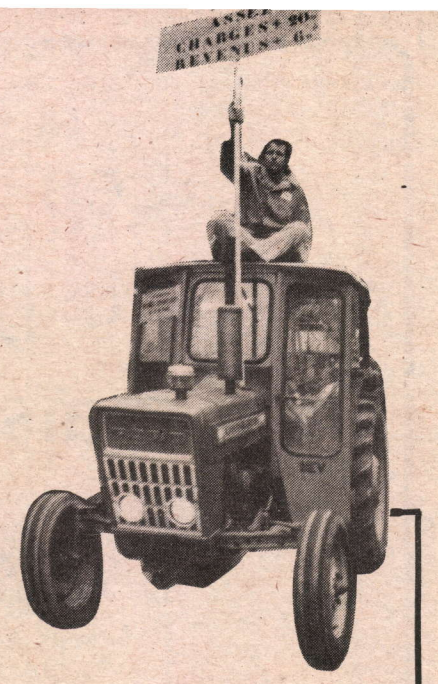
Le gouvernement est mis en cause et spécialement Edith Cresson : « Plus de cresson, de l'oseille » ; « La salade à Cresson, y en a marre », **ou encore, sur un mode plutôt misogyne :** « La poule au pot : Thatcher. Cresson au bouillon ». **Une autre banderole,** « Les Anglais dehors ! », **semble plaire à plusieurs agriculteurs du service d'ordre qui applaudissent quand elle passe à leur hauteur.**

Les paysans voulaient marquer un grand coup et faire pression sur le gouvernement. Ils ont réussi dans une certaine mesure. Edith Cresson a déclaré, faisant contre mauvaise fortune bon cœur : « La manifestation des agriculteurs français est de nature à faire pression sur les partenaires de la France dans la Communauté européenne ».

Les dirigeants de la FNSEA, qui sont liés à l'opposition ont, eux, voulu faire une démonstration de force de leur représentativité en même temps qu'une manifestation de contestation du gouvernement socialiste. Les problèmes du monde agricole ne sont en effet pas nouveau puisque, aux dires mêmes des responsables, voilà plus de huit ans que les revenus agricoles dégringolent. C'est-à-dire que les revenus ont chuté durant au moins sept ans, pendant lesquels leurs amis de la droite étaient au pouvoir. Or jamais ces responsables de la FNSEA n'avaient jusque-là organisé une telle manifestation à Paris.

Mais au-delà des arrières pensées politiques de la FNSEA, au-delà de l'utilisation des petits paysans pour la défense corporatiste de l'agriculture en général, une agriculture où les gros capitalistes présents dans la FNSEA tirent leur épingle du jeu, il reste que les paysans ont saisi l'occasion pour exprimer avec force leur mécontentement.

Le point de vue des manifestants



« Pour quelles raisons manifestez-vous aujourd'hui ?

Un manifestant : *Contre la baisse de nos revenus, qui dure depuis huit ans, qui s'est accentuée depuis deux ans par l'augmentation des coûts des consommations intermédiaires, les achats de tracteurs, semences, engrais...*

On est tous regroupés au sein de la FNSEA ou du CNJA, et on a bien vu que le pouvoir politique essayait de diviser les gens sur le terrain. Et cela, on ne l'accepte pas. Nous sommes tous solidaires derrière cette centrale syndicale parce qu'on y retrouve ce qu'on a envie de vivre dans notre profession.

Un autre manifestant : *Aujourd'hui, tout le monde en a ras-le-bol parce qu'on sent qu'une nouvelle fois, on va nous sacrifier au profit du panier du consommateur. Et cette fois-ci, ce n'est plus possible, parce que les risques de faillite sont très grands dans la plupart des régions françaises. Tout le monde en a marre et les gens veulent que ça s'arrête là, parce que, sinon, la colère va monter très très vite* ».

— Voyez-vous une différence entre la politique du nouveau gouvernement et celle de l'ancien ?

Un responsable du CDJA du Finistère : *Il n'y a pas de différence du tout. L'ancien gouvernement a toujours considéré les paysans comme la dernière roue de la charrette et a toujours compressé leurs revenus pour avoir des prix alimentaires à bas prix pour d'autres catégories sociales. Et ce gouvernement applique exactement la même politique en ce qui concerne le revenu des agriculteurs et compresse notre revenu.*

Un membre du service d'ordre : *La FNSEA est apolitique. C'est du reste ce qui fait sa force. C'est pour ça que vous voyez les 100 000 agriculteurs qui sont là aujourd'hui. Nous n'avons pas à juger la politique du gouvernement. Ce qui nous intéresse, c'est notre revenu.*

Un responsable de la FNSEA des Côtes-du-Nord : *Les agriculteurs de notre région avaient mis un espoir dans une nouvelle politique agricole annoncée par Mitterrand et qui devait être appliquée par Edith Cresson. Le drame, c'est qu'ils ne tiennent pas compte du tout des aspirations des agriculteurs et des propositions de notre syndicalisme. Et nous, à la FDSEA et à la FNSEA, nous avons des propositions à faire. Nous les faisons, on ne nous écoute pas. On veut nous imposer une doctrine qui ne convient pas du tout au monde agricole.*

— Des passants remarquent que vous n'aviez pas manifesté autant quand c'était Giscard au gouvernement et trouvent étonnant que vous le fassiez aujourd'hui ?

— *C'est une très mauvaise interprétation, d'autant plus que notre département est un département qui a voté à gauche depuis longtemps, et qu'aux élections cantonales, nous sommes les seuls, les Côtes-du-Nord, à avoir maintenu une majorité de gauche. Et nous, fédération Côtes-du-Nord de la FNSEA, nous sommes 1 500 personnes, là, aujourd'hui. Ce n'est pas du tout un problème politique. C'est un problème de revenus, et surtout un problème de dignité pour les agriculteurs* ».

La baisse du revenu des paysans

L'un des principaux mots d'ordre de la FNSEA et des paysans qui ont manifesté est : **« Huit ans, ça suffit ! ».** Huit ans de baisse de leur revenu agricole, bien sûr.

Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, cette baisse aurait été de 5,8 % en 1979, de 6,12 % en 1980 et de 3,10 % en 1981.

Mais il s'agit là de chiffres globaux qui masquent bien des disparités entre les paysans. Les études statistiques du ministère montrent qu'en 1979, cette baisse n'a été que de 1 % dans les exploitations céréalières (les plus grandes et les plus industrialisées) alors que la baisse nationale était de 5,8 %. Les exploitations viticoles ainsi que les exploitations d'élevage bovin pour la viande ont aussi enregistré une baisse de revenus plus élevée que la moyenne nationale. Mais ce sont les exploitations d'élevage **« hors sol »** de porcins, de volailles, qui ont vu leur revenu baisser le plus : — 22,8 % d'une année sur l'autre. Et si l'on examinait en détail la situation de ces exploitations d'élevage hors sol, on s'apercevrait probablement que les plus importantes ont gagné beaucoup d'argent pendant que les plus petites en perdaient plus que la moyenne.

Les organisations de paysans expliquent la baisse des revenus dans ces secteurs de la façon suivante : entre 1979 et 1980, par exemple, les prix agricoles ont crû de 10,3 % et les prix des engrais et autres produits du même genre de 13,9 %. Le volume de la production agricole régressait de 0,3 % alors que celui des pesticides, aliments pour bétail, engrais, augmentait de 2,6 %. L'agriculteur doit donc dépenser plus pour produire moins.

Et en effet, les éleveurs industriels sont devenus de plus en plus dépendants de ces engrais et autres aliments pour bétail alors que les firmes productrices ont, elles, une position de quasi-monopole... Une position bien commode pour augmenter facilement les prix sans craindre de perdre des clients. Le résultat de tout cela, c'est que l'éleveur doit engager toujours plus de capital, pour un résultat équivalent, sans être sûr de toucher les intérêts de son capital, ni même le paiement de son propre travail. Seuls ceux qui disposent des capitaux les plus importants (ou des crédits les plus considérables de la part du Crédit Agricole, ce qui revient en général au même), ceux qui sont en mesure de discuter de contrats plus avantageux auprès des firmes qui les fournissent et leur rachètent les bêtes engraissées sont en position de rentabiliser leur capital et de fonctionner comme des entreprises capitalistes qui gagnent de l'argent. Mais ceux-là sont la minorité. Et parmi les milliers de paysans bretons, par exemple, qui, dans les années 70, ont espéré s'enrichir en se reconvertissant dans l'élevage industriel du porc, la plupart

Les coûts de production ne cessent d'augmenter

Les paysans ont manifesté pour réclamer une hausse des prix des produits agricoles qui seront fixés fin mars à Bruxelles.

Ces augmentations sont censées prendre en compte la hausse moyenne des prix dans l'ensemble des pays européens. Par le simple jeu de la hausse générale des prix, qui est plus forte en France qu'en Allemagne, les agriculteurs français voient donc leurs prix de référence réévalués chaque année moins vite que la hausse des prix en France.

D'autre part, ces prix, fixés à Bruxelles, ne sont qu'indicatifs. En réalité, la plupart du temps, le producteur reçoit un prix inférieur. C'est ainsi que le prix indicatif du lait, dont dépendent les revenus de très nombreux petits agriculteurs, avait été augmenté à Bruxelles de 12,67 % à dater du 1er avril 1981. Mais les producteurs n'ont finalement eu droit qu'à des augmentations variant entre 8,5 % et 11 % selon les régions. Motif : les laiteries, les trusts agro-alimentaires des produits laitiers et les centrales d'achat des grandes surfaces n'ont pas répercuté intégralement les augmentations de Bruxelles. Cela leur est d'autant plus facile que les grandes surfaces qui sont approvisonnées par vingt centrales d'achat, commercialisent 71,5 % des produits laitiers ! Elles peuvent donc user et abuser de leur position de monopole.

Dans le même temps où les prix agricoles ne suivaient pas la hausse moyenne des prix, ceux des produits nécessaires à la production agricole augmentaient à un rythme rapide. Selon les chiffres avancés par la FNSEA dans le tract diffusé lors de la manifestation, il faudrait aujourd'hui pour acheter un tracteur de 55 chevaux 55 000 litres de lait contre 36 000 en 1970. Soit une augmentation en douze ans du prix des tracteurs de 53 % par rapport à celui du lait. Et il en va de même pour les engrais, le fuel, etc.

Face à cette situation, qui n'est pas nouvelle, les dirigeants de la FNSEA réclament avant tout une augmentation des prix qui vont être négociés fin mars à Bruxelles de 16,3 % à partir du 1er avril.

Mais revendiquer des augmentations de prix garantis quel que soit le volume produit, cela revient à favoriser les grosses exploitations, qui produisent à moindre coût, aux dépens des autres. Cela revient à réclamer le droit pour les grosses exploitations céréalières capitalistes de la Beauce ou de la Picardie d'obtenir un taux de profit plus élevé sans forcément assurer un revenu décent aux centaines de milliers de petits paysans.

Aussi, au nom de l'unité du monde paysan, la FNSEA et le CNJA canalisent le mécontentement des petits paysans pour en faire un moyen de pression sur l'Etat pour le compte des capitalistes de l'agriculture.

Garantir aux petits paysans, dont le travail est utile à la collectivité, un revenu décent supposerait bien d'autres mesures qu'une simple augmentation des prix des produits agricoles. Cela exigerait qu'il soit mis fin aux hausses abusives des engrais, matériel, semences, décrétées par les industriels qui fournissent les agriculteurs en matières premières et en outils de travail. Cela réclamerait aussi que les livres de comptes des grandes sociétés de distribution et des trusts de l'agro-alimentaire soient ouverts et contrôlés afin que leurs super-profits, réalisés en amont sur le dos du paysan et en aval sur celui du consommateur, soient supprimés.

Cela réclamerait sans doute bien d'autres mesures encore. Mais la simple évocation des mécanismes par lesquels les petits paysans sont dépouillés du fruit de leur travail et les consommateurs sont grugés montre que seule une alliance des travailleurs des campagnes et des villes pourra sauver le pouvoir d'achat des uns et des autres.

Pierre VERNANT

François Guillaume, président de la FNSEA, dans la manifestation du 23 mars.

sont, de fait, devenus des travailleurs à domicile obligés de travailler toujours plus pour tenir les normes imposées par les firmes agro-alimentaires. Et une minorité seulement a réussi à mettre sur pied de petites entreprises capitalistes (ou des entreprises moyennes) qui font du profit. La majorité s'est appauvrie mais une minorité s'est enrichie.

Les revenus des paysans sur l'ensemble du pays diffèrent sensiblement selon la taille de l'exploitation. Si on calcule le revenu non pas par exploitation mais par personne (non salariée) travaillant à temps complet sur l'exploitation, cela donne un revenu de 10 425 F par mois pour les exploitations de plus de 100 hectares. De 5 566 F pour celles de 70 à 100 hectares. Le revenu chute ensuite à 2 725 F par mois et par personne pour les exploitations entre 5 et 10 hectares.

Or, les personnes travaillant sur les exploitations de moins de 20 hectares représentent 55 % de la population agricole active à temps complet. Leur revenu est en moyenne égal à 3 000 F par mois en 1980.

Annie DESCHAMPS

Interview d'un paysan breton

« Rien n'a changé »

« Peux-tu nous parler de ton exploitation ?

— J'exploite, en indivision avec ma sœur, une ferme de 30 hectares de terres labourables et de 15 hectares de prairies, garennes et landes. Je fais essentiellement de la polyculture. J'élève quelques bovins et j'ai une porcherie de 60 truies.

— Cela te permet-il de t'en sortir ?

— C'est variable selon les années. Mais on sent bien notre revenu baisser depuis plusieurs années. Par exemple, je fais quelques hectares de pommes de terre depuis 1977. J'ai passé contrat avec un groupement de producteurs, qui assure un prix minimum de 10 000 francs par hectare. En 1977, j'avais reçu environ 4 000 F de plus par hectare. Mais depuis cinq ans, ce prix minimum n'a pas bougé et, depuis 1978, je n'ai jamais rien reçu en plus des 10 000 francs.

— Et du côté des porcs ?

— Là, c'est vraiment catastrophique. En ce moment, il se vend assez bien (10,70 F par kilo), mais c'est loin d'être toujours le cas. Ainsi, à la fin de l'année dernière, le prix était d'environ 7 F, alors qu'il faut compter un prix de revient autour de 10 F. J'ai droit à une petite aide si le prix tombe au-dessous d'un certain seuil, mais ensuite, je dois la rembourser si les prix remontent ! Grosso modo, les recettes permettent juste d'équilibrer les charges, mais le travail n'est pas payé !

Pour en arriver là, j'ai dû emprunter 200 000 F pour construire une porcherie qui m'a coûté plus de 300 000 F. Depuis 1977, je dois rembourser 45 000 F par an. Bien sûr, dans deux ans, l'emprunt sera remboursé, mais le bâtiment sera alors en si mauvais état qu'il faudra le remplacer un peu plus tard !

En 1981, l'Etat a un peu aidé les agriculteurs en difficulté, ce qui veut dire qu'il admettait que notre revenu baissait.

— Quelle est la politique gouvernementale en matière d'aides ?

— En ce qui me concerne, j'ai eu, en 1981, environ 4 500 F de subvention. Celle-ci avait été décidée par le gouvernement de Giscard. Les plus gros en recevaient beaucoup plus que les petits.

Depuis, la politique gouvernementale a changé, paraît-il. Edith Cresson nous a promis des aides plus importantes pour les petits que pour les gros. Les aides prévues sont de 3 000 F pour les tout petits, 2 000 F et 1 000 F pour les moins petits, et rien pour les gros. Mais c'est tellement faible que ça ne change rien. Moi, par exemple, je suis à la limite du seuil parce qu'ils ne tiennent pas compte de l'indivision et il est probable que je n'aurai rien. En tout cas, je n'ai encore rien eu au titre de 1981.

Je crois aussi que ces aides ne représentent qu'une partie des 9 milliards qui seraient prévus en tout. Alors, il y a des chances que la plus grande partie sera une fois de plus distribué aux grosses boîtes agro-alimentaires.

Alors, comme le disait mon fils ce matin, ***« ce n'est pas étonnant que la gauche ait perdu les cantonales : rien ne change ! ».***

— Que penses-tu de la politique de la FNSEA ?

— Ici, en Bretagne, on pense qu'elle défend surtout les gros céréaliers et les gros paysans en général. Les fédérations départementales ici sont plus à gauche, mais elles ne se sont pas séparées de la fédération nationale parce que, sous Giscard, seule la FNSEA était représentative. L'élevage est sacrifié. Alors, dans la commune, la fédération a perdu beaucoup d'adhérents, ces dernières années. D'ailleurs, les gros paysans ont beaucoup plus de délégués, proportionnellement, aux instances nationales.

La manifestation qui doit avoir lieu à Paris, c'est pour appuyer le gouvernement lors des négociations de Bruxelles, mais je pense que c'est aussi une mobilisation politique contre le gouvernement socialiste. Parce que les agriculteurs ont peur de l'étatisation ».

Le mauvais tour des élections cantonales

Le « troisième tour » des élections cantonales, c'est-à-dire l'élection des présidents des conseils généraux, a donné 59 sièges à la droite contre 36 à la gauche, après que les deux divers gauche se sont ralliés à la droite et un divers droite rallié à la gauche !

La petite bataille des chiffres se poursuit donc, à propos de ces « divers » gauche ou droite que chaque camp se dispute. Mais il est indéniable que la droite a raflé une bonne partie des sièges. L'écart est énorme en nombre de sièges de présidence, alors qu'au premier tour ce n'est que d'une courte tête que la droite l'emportait en nombre de voix (0,30 % des voix en plus pour la droite, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 3,73 % au maximum, selon le décompte des leaders de la droite eux-mêmes, qui s'appropriaient les divers gauche).

Eh bien, ce faible pourcentage supplémentaire en faveur de la droite s'est traduit au plan des sièges de conseillers généraux par 59 % des sièges pour la droite et 41 % pour la gauche ; et, au plan des présidences des conseils généraux, par 62,10 % pour la droite contre 37,9 % seulement pour la gauche.

Telle est la vertu essentielle de ces élections majoritaires : celui qui l'emporte, même d'une très faible longueur, obtient une bien plus grande part du gâteau.

C'est aux notables de gauche cette fois que les mauvais tours ont été joués. A commencer d'ailleurs par Georges Fillioud, le seul des ministres candidats à avoir ramassé une veste.

Mais lui au moins gardera son poste de ministre. Par contre, nombre de ses amis politiques ont vu celui qu'ils convoitaient leur passer sous le nez et devront laisser à leurs concurrents de droite sièges et présidence de conseils généraux.

Mais il n'y a que ces notables qui ont vraiment quelques raisons de s'attrister ; pas les travailleurs. Car, pour eux, le résultat de ces élections ne pouvait de toute façon rien changer.

Comme il n'avait rien changé, d'ailleurs, il y a six ans, lorsque c'est la gauche qui avait gagné les élections cantonales.

Depuis le 10 mai, la gauche a déjà tous les pouvoirs, mais n'a jamais voulu s'en prendre aux intérêts des riches. Alors, même si la gauche avait obtenu dans ces élections cantonales plus de sièges dans les conseils généraux, cela ne l'aurait pas rendue moins lâche devant les industriels et les financiers.

Il n'y a que la colère des travailleurs qui pourrait empêcher que ce soit eux qui fassent les frais de la crise, et qui pourrait imposer aux patrons de prendre sur leurs profits. Mais cette colère, ce n'est évidemment pas dans les isoloirs mais dans la rue qu'elle peut se manifester avec efficacité.

Dominique CHABLIS

Le PC et le PS face aux résultats

A la suite des élections cantonales, les partis de gauche s'interrogent sur les raisons de leurs mauvais résultats.

A l'heure où nous écrivons, le Parti Communiste réunit son Comité central pour en tirer les leçons. Mais dès lundi, le Parti Communiste réaffirmait son entière solidarité gouvernementale : **« Nous n'avons pas fait de surenchère et nous ne ferons pas de surenchère »** a déclaré sur France Inter André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée.

« Nous prenons notre part des devoirs dans l'application de cette politique nouvelle, y compris ceux d'expliquer aux gens que le changement est peut-être plus difficile qu'ils ne l'avaient cru ».

Du côté du Parti Socialiste, le Comité exécutif du parti s'est réuni lundi. Il a déjà trouvé le grand coupable de l'échec des 14 et 21 mars : les moyens d'information et en particulier la télévision qui ont sous-informé les électeurs sur ce qu'avait fait le gouvernement.

Et puis, la direction du Parti Socialiste a quelques conseils à donner à son gouvernement : il va falloir **« concentrer l'effort sur l'essentiel », « amplifier la lutte contre les inégalités sociales »** et surtout **« se donner les moyens d'appliquer ce qu'on décide ».**

Est-ce à dire que, jusque-là, le gouvernement ne faisait pas ce qu'il décidait ? Nombre d'électeurs de gauche ont plutôt eu l'impression, depuis dix mois, qu'il ne faisait pas ce qu'il avait promis... Ce qui n'est pas la même chose.

Ce ne sont pas **« les moyens d'appliquer ce qu'on décide »** qui manquent au gouvernement. C'est plutôt, en réalité, la volonté de décider de s'en prendre aux possédants, pour mener une politique conforme aux intérêts des couches laborieuses. Et si les dirigeants socialistes cherchent les responsables du côté de la télévision — où les gens qui font l'information sont ceux qu'ils ont mis ou laissés en place — c'est pour ne pas reconnaître qu'une partie de l'électorat qui avait voté à gauche en se faisant des illusions, le 10 mai, a eu quelques raisons de se sentir déçue.

Aux élections cantonales, le Parti Socialiste n'a récolté que ce qu'il a semé.

Proportionnelle : Grands principes et petites manœuvres politiciennes

Après le résultat des élections cantonales, qui a marqué un recul de la gauche, et dans la perspective des élections municipales de l'an prochain, l'idée d'une modification du mode de scrutin est de nouveau agitée par le Parti Socialiste.

Le retour au scrutin à la proportionnelle faisait partie du programme de la gauche avant les élections de 1981. Parti Socialiste et Parti Communiste condamnaient le scrutin majoritaire, jugé anti-démocratique, d'autant plus anti-démocratique qu'il avait contribué à tenir la gauche écartée du pouvoir pendant 23 ans. Et pourtant, c'est grâce à ce même scrutin majoritaire que la gauche a remporté les élections de juin 1981. Car il suffit d'un glissement de voix minime, de l'ordre de 1 à 2 %, pour faire perdre ou gagner une centaine de sièges à un parti. L'UDF et le RPR en avaient fait les frais en juin dernier ; le Parti Socialiste en avait tiré bien du profit. Mais ce qui avait été profitable aux socialistes il y a quelques mois s'est retourné contre eux aujourd'hui.

Du coup, le Parti Socialiste semble redécouvrir les vertus du scrutin proportionnel ! Ou plutôt il part à la recherche d'un type de scrutin qui servirait mieux ses intérêts en tant que parti majoritaire, qui lui permettrait, en ayant le plus grand nombre de voix, d'être assuré de l'emporter aussi en nombre de sièges.

Car bien sûr, il n'est pas question d'un scrutin à la proportionnelle intégrale, la majorité de gauche n'ayant pas plus que ses prédécesseurs de droite envie de laisser aux empêcheurs de danser en rond que sont souvent les petites formations la possibilité d'accéder au Parlement ou autres assemblées élues.

Jean-Pierre Chevènement vient d'ailleurs de préciser qu'il ne pourrait s'agir que d'un scrutin « *à forte dose majoritaire* ».

Le projet final qui devrait être présenté au Parlement en octobre prochain, en prévision des municipales de 1983, a donc bien toutes les chances d'être taillé au mieux des intérêts du Parti Socialiste, qui ne fait rien d'autre d'ailleurs que ce qu'avait fait en son temps l'ancienne majorité. Mais où sont donc les grands principes démocratiques dans tout cela ?

Marie-Claude SOLAC

REUNION PUBLIQUE

GRENOBLE

Vendredi 2 avril
à 20 h 30
Salle Millet
11, rue Millet

A gauche aussi, le malheur des uns fait le bonheur des autres

Si un certain nombre de responsables du Parti Socialiste font grise mine, il en est d'autres que les résultats obtenus par la majorité font frétiller.

Rocard, par exemple, qui s'est précipité pour faire une déclaration tirant la philosophie des événements. Le ministre du Plan, après avoir estimé que le résultat des cantonales doit **« être une occasion pour toute la gauche d'un examen sans complaisance ni faux-fuyant »,** discourt sur la crise internationale, proclame que l'heure est à **« l'effort »** et qu'il faudra **« une hiérarchisation des priorités qui ne pourront à l'évidence pas être les mêmes pour toutes les catégories sociales ».**

Rocard n'a, de toute évidence, rien de précis à dire. Mais il tient à prendre date et à apparaître comme partisan d'une autre politique, sans bien sûr dire laquelle, mais en laissant entendre qu'il n'est pas satisfait par celle suivie aujourd'hui.

Le quotidien patronal **Les Echos** approuve chaudement et écrit dans son éditorial du 24 mars : **« Ce n'est évidemment pas un hasard si les deux hommes qui, au sein du gouvernement Mauroy, se distinguent le plus par leur sens de la mesure — Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche, et Michel Rocard, ministre du Plan — sont aussi ceux qui ont le plus réfléchi aux problèmes de notre temps, qui ont l'approche la plus saine du travail gouvernemental ».**

Chevènement ne se l'est pas fait écrire deux fois. Le jour même, il déclarait : **« Je crois que les Français ont besoin d'une certaine autorité »** et enchaînait sur la nécessité d'une **« politique industrielle »** et de **« relance économique ».**

Evidemment, toutes ces déclarations ont pour seul objet de permettre à leurs auteurs de faire parler d'eux. Si l'un cause, l'autre se précipite pour en faire autant. Pour le reste, c'est dans les commissions d'étude du Plan, où Rocard rencontre les représentants des gros industriels, au ministère de la Recherche, où Chevènement travaille à leur fournir des subventions, que les deux politiciens font leurs preuves vis-à-vis des patrons.

Pierre VERNANT

Attentat au Pays basque

La police choisit sa piste

Gaston Defferre a assisté, mardi 23 mars, aux obsèques du CRS abattu lors de l'attaque à la mitraillette d'une patrouille de police le vendredi précédent à Saint-Etienne-de-Baigorry, près de la frontière espagnole. Un autre CRS avait été grièvement blessé. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que **« le gouvernement ne se laissera pas enfermer dans le cycle infernal de la provocation et de la répression, vers lequel le terrorisme cherche à l'entraîner ».** Mais il a ajouté : **« J'en appelle à tous les services de police pour qu'ils redoublent d'efforts dans la lutte contre les terroristes de tous bords, d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, conformément aux instructions que je leur ai données. »**

C'était là la réponse de Defferre à ceux, dans la police, qui se sont empressés d'exploiter la mort d'un CRS dans un attentat terroriste pour mener campagne contre le gouvernement et ses prétendues faiblesses face au terrorisme.

Ceci dit, il est bien difficile aujourd'hui de savoir qui est à l'origine de cet attentat. Il a été revendiqué de deux côtés bien différents. D'une part, un inconnu se présentant au nom d'une organisation indépendantiste basque, l'Iparretarrak, a téléphoné à la gendarmerie : **« Señor el Comandante, on s'est trompés, c'est une erreur de notre part, on voulait frapper deux traîtres. »** D'autre part, une organisation d'extrême-droite espagnole a elle aussi revendiqué l'attentat par téléphone en précisant : **« Pour chaque garde civil assassiné en Espagne, nous tuerons un policier en France. »**

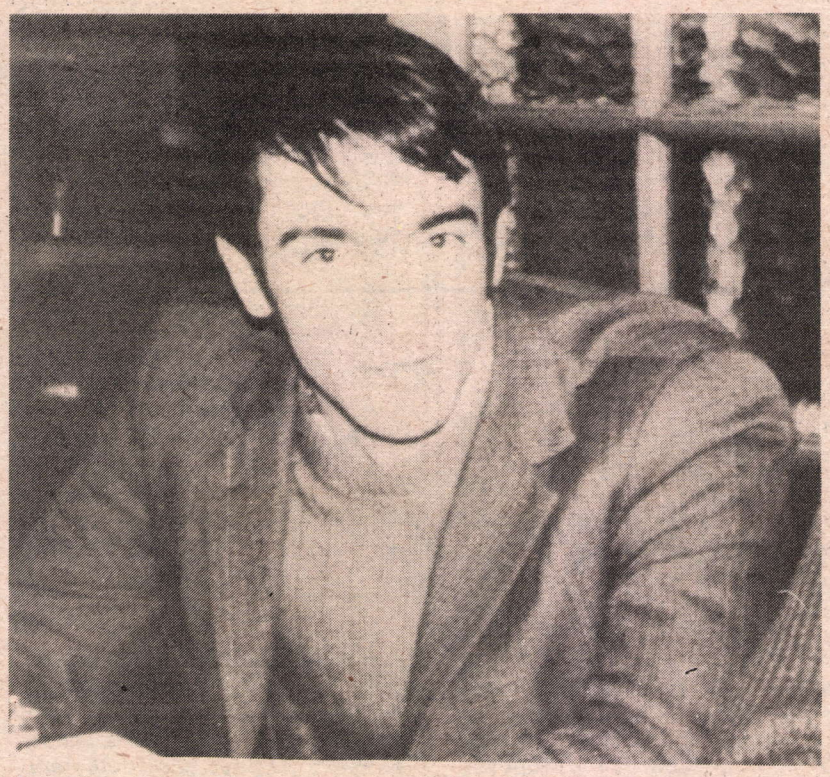
Evidemment, on ne peut exclure aucune des deux hypothèses. Du côté des séparatistes basques, on voit cependant mal ce qu'ils pourraient espérer gagner à un tel attentat. Et surtout, quel intérêt auraient-ils, à faire savoir qu'ils s'étaient trompés de cible ? D'ailleurs, l'Iparretarrak a démenti formellement toute participation à l'attentat. Il n'en demeure pas moins que la présence importante de la police au Pays basque crée une certaine tension.

Du côté de l'extrême-droite, les motivations seraient plus claires, sans constituer pour autant, évidemment, une preuve. La décision prise par la France de refuser les extraditions de militants basques espagnols pourrait effectivement être une raison suffisante pour les ultras de l'extrême-droite espagnole d'exercer des représailles contre un Etat devenu, selon eux, **« un sanctuaire pour les terroristes de l'E.T.A. ».** C'est dire que cette piste-là est pour le moins aussi plausible que la première.

Mais la police française semble avoir tout simplement dédaigné cette deuxième hypothèse, pour se précipiter sur l'autre. Plusieurs personnes proches de l'Iparretarrak ont été interrogées, entre autres les deux frères d'un militant, Philippe Bidart. Celui-ci, en fuite depuis le 7 novembre dernier, jour où il avait participé à un hold-up destiné à financer son organisation, à la Caisse d'épargne de Saint-Paul-lès-Dax, est maintenant l'objet d'un avis de recherche pour meurtre et tentative de meurtre.

D'autre part, la police s'est livrée à plusieurs perquisitions, dont une au siège d'une fédération régissant à Bayonne les écoles de langue basque. Cette fédération affirme d'ailleurs que de nombreux documents ont été saisis. Mais la rapidité avec laquelle la police s'est ruée sur la piste menant aux nationalistes basques ne prouve pas que ce soit la bonne. Cela prouve tout simplement que c'est celle qui a sa préférence.

Dominique CHABLIS.



La police choisit sa piste... celle de Philippe Bidart, militant indépendantiste basque... (AFP)

Dans le métro, les policiers n'ont pas la cote

Deux incidents ont eu lieu samedi dernier dans le métro, et la presse a déploré de façon presque unanime la « mauvaise réaction » des passagers, qui se sont opposés aux policiers ou aux contrôleurs qui intervenaient. Au métro Barbès, des pickpockets d'origine nord-africaine ayant crié au racisme au moment où des gardiens de la paix voulaient les interpeller, les autres voyageurs de la rame ont pris les policiers à partie.

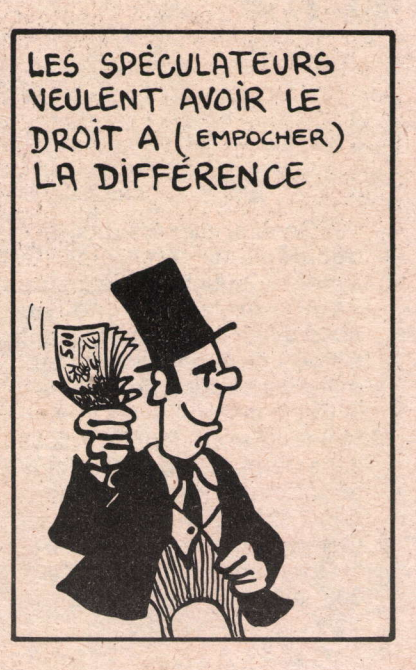
Crier au racisme, c'est un truc en effet que les pickpockets peuvent exploiter. Mais si cela marche, c'est bien aussi parce que les usagers du métro savent que le racisme est un comportement habituel de la police.

Quant au second incident, qui a eu lieu le même jour à la station Anvers, un lecteur nous informe de ce qui s'y est réellement passé : **« Voici ce que j'ai vu. Samedi, vers 12 heures, le train s'arrête à Anvers. Nous descendons sur le quai. C'est alors que j'ai vu un homme (j'ai compris ensuite qu'il s'agissait d'un policier en civil) pointant un pistolet sur un jeune d'une vingtaine d'années. Quelques mètres plus loin, un autre policier en civil tentait de maîtriser un second jeune. Aux questions posées par les voyageurs, il a été répondu qu'il s'agissait de voleurs qui venaient de dérober un portefeuille à un couple de personnes âgées. L'attitude des voyageurs, contrairement à ce qu'ont relaté les journaux, n'a pas été de défendre les voleurs. Par contre, tout le monde était inquiet de voir un policier armé et prêt à tirer, alors que les jeunes n'étaient pas armés. Un attroupement s'est formé, les voyageurs ont entouré les policiers. C'est alors que les jeunes ont réussi à s'échapper, ont sauté sur la voie et se sont enfuis sur le quai opposé. Les policiers en uniforme sont arrivés environ dix minutes après. Les agents de la RATP étaient effectivement indignés que la foule ait permis aux voleurs de s'échapper, mais de nombreux voyageurs ont alors répondu en protestant contre l'utilisation d'armes à feu. »**

L'intervention des usagers du métro n'a peut-être pas été conforme aux vœux des partisans de la répression à tous crins. Mais elle a peut-être évité une « bavure », toujours possible. Soit qu'ils aient craint le meurtre d'un jeune pour quelques sous, soit qu'ils aient craint pour eux-mêmes — car les policiers perdent de temps à autre leur sang-froid et les balles ne distinguent pas toujours leurs cibles —, les usagers du métro qui sont intervenus n'avaient pas si mauvais esprit que la presse a bien voulu le laisser entendre.

Le franc attaqué

Le gouvernement impuissant devant les spéculateurs



La semaine qui a précédé le second tour des cantonales a été l'occasion pour tous les spéculateurs français et étrangers de jouer massivement contre le franc, en se débarrassant de quantités importantes de monnaie française contre d'autres devises ou contre de l'or. Cette attaque semble s'être poursuivie après les résultats du deuxième tour. Cela a fait tellement baisser le cours du franc que le dollar a atteint la cote record de 6,27 F. Les spéculateurs espèrent que le gouvernement finira bien par dévaluer la monnaie française, en permettant ainsi à tous ceux qui ont acheté des monnaies étrangères de les revendre après la dévaluation, en récupérant beaucoup plus de francs en échange. Quand l'opération porte sur de grosses sommes, une dévaluation de quelques pour cent peut ainsi faire gagner des millions, sans rien faire, aux spéculateurs.

Face à cette attaque sans fard de la finance haute et petite, Mauroy a eu une réponse digne des découvertes de Joseph Prudhomme, puisqu'il a déclaré à R.T.L. : « La haute finance ne nous aime pas. » Le gouvernement n'en a pas moins accepté de jouer le jeu des spéculateurs, en dispensant par milliards or et devises pour racheter les francs que ces messieurs ne voulaient plus. Et puis il a relevé les taux d'intérêts de 14,25 à 17 %, pour inciter les financiers à se procurer des francs, qu'ils pourraient prêter à meilleur compte encore qu'avant.

En somme, il s'agissait d'essayer de convaincre les spéculateurs que posséder des francs c'était tout de même une bonne affaire, en les appâtant avec des taux d'intérêts plus élevés.

Voilà tout ce que le gouvernement est capable de faire contre les spéculateurs : leur accorder encore une petite rallonge pour les rendre raisonnables.

La lutte contre les spéculateurs exigerait évidemment d'autres méthodes : la confiscation de leurs biens serait le plus sûr moyen de les mettre hors d'état de nuire.

Mais cela, ce serait une atteinte au droit sacro-saint de propriété et à la libre entreprise. Ce sont en premier les grosses entreprises qui jouent contre le franc, et cela au vu et au su du gouvernement qui se contente de payer en gémissant. Exactement d'ailleurs comme les gouvernements précédents.

Alors, quand la droite prétend que c'est par la gestion socialiste que le franc est menacé, elle ne manque pas de culot, d'autant plus que les spéculateurs se comptent nombreux dans ses rangs.

Car si la gestion socialiste menace le franc, c'est précisément parce que le gouvernement socialiste accepte de payer sa dîme aux spéculateurs et aux profiteurs de tout poil... exactement comme tous les gouvernements précédents !

Alain LEMART.

POLOGNE : SOLIDARITÉ VIT TOUJOURS

Malgré le pays quadrillé par les militaires, malgré les milliers de militants de Solidarité encore emprisonnés, la dictature de Jaruzelski n'a toujours pas réussi à étouffer toute révolte dans le pays et n'arrive pas à faire marcher la population au pas.

Tous les milieux sont touchés par la répression : les travailleurs, les intellectuels, les paysans. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les militaires organisent l'épuration dans les usines, les universités, l'enseignement, l'administration et la presse. Le choix, pour des dizaines de milliers de personnes, est clair : le chômage ou la reconversion.

Dans la presse, le grand nettoyage avait commencé dès la proclamation de l'état de siège. Et depuis vendredi 19 mars, l'Association des journalistes polonais (SPD) est dissoute. S'est tout de suite constituée « l'Association des journalistes de la République populaire de Pologne » qui, dans sa déclaration de programme adressée au général Jaruzelski, s'engage à *« respecter la Constitution », « servir la société pour une information fiable et rapide (...) tout en restant dans le cadre d'une culture politique généralement acceptée qui servirait les intérêts du socialisme ».* Pour être journaliste, il faudra naturellement être membre de la nouvelle association, et donc accepter la mainmise des militaires sur l'information. Le SDP, dans une lettre ouverte, s'adresse aux journalistes : *« Il vous appartient de décider si, au moment où une grande partie de nos collègues ont été privés de la possibilité d'exercer leur profession, alors que certains sont toujours internés, il est opportun de s'inscrire à une nouvelle organisation de journalistes... ».* Il dénonce l'internement de 150 journalistes polonais. 3 000 seraient au chômage sur un total de 10 000.

On a appris également par le Syndicat de la magistrature que 18 magistrats polonais avaient été démissionnés.

Il n'empêche que malgré la répression, la contestation ne se tait pas dans le pays. Samedi 20 mars, de courts mais spectaculaires débrayages ont été organisés à l'usine d'Ursus, près de Varsovie. Les ouvriers ont abandonné leur poste de travail durant 15 à 20 minutes sous des prétextes divers, sans prononcer le mot de grève.

Mais ils protestaient ainsi contre la mise à pied d'employés qui avaient participé la veille à un dépôt de gerbes devant le monument érigé en souvenir des émeutes de 1976. Cette cérémonie avait pour but de marquer le premier anniversaire des violences policières dont avaient été victimes des membres de Solidarité à Bydgoszcz l'an passé.

Et dimanche 21 mars, le baptême de la dernière enfant de Walesa a donné lieu à une manifestation politique de grande ampleur où il y avait des milliers de personnes, dont des délégations ouvrières représentant les sections de Solidarité de grandes usines du littoral, de Varsovie, Poznan, Koszalin et Katowice. Une immense banderole où était inscrit *« Solidarité »* a été tendue en travers d'un immeuble faisant face à l'église. Les badges de Solidarité refleurissaient, la foule criait *« Solidarité ! ». « Rendez-nous Lech ! »* et chantait l'hymne national ainsi que le vieux cantique patriotique *Dieu sauve la Pologne.*

Les militaires polonais prétendent interdire toute expression politique en Pologne. Qu'à cela ne tienne, les cérémonies religieuses deviennent le prétexte à de nouvelles manifestations de contestation.

Tout cela montre que, malgré le quadrillage de l'armée, malgré les épurations, les arrestations, des milliers de personnes osent affronter cet Etat policier et lui dire que le syndicat Solidarité reste bien vivant.

Marie-Claude SOLAC

Jaruzelski et ses militaires n'ont pas réussi à étouffer la révolte de la population polonaise.

WALESA :
Comment s'en débarrasser ?

Dans une interview au quotidien britannique *The Sun*, l'épouse de Lech Walesa a affirmé que les autorités polonaises avaient proposé au leader ouvrier d'émigrer. C'est une façon qu'ont maintenant trouvée les dictateurs polonais pour tenter de se débarrasser de leurs opposants : leur donner le choix entre la prison ou l'exil. Lech Walesa aurait répondu *« en hurlant »*, explique sa femme, et le vice-Premier ministre Rakowski aurait alors *« quitté la pièce en courant ».*

Evidemment, ce Rakowski devait penser, lui, qu'un homme placé devant un tel choix ne pouvait que choisir l'exil. Comme quoi, il ne faut pas juger les autres d'après soi-même !

ITALIE : LE PCI EN DIFFICULTÉ

Les « révélations » de « l'Unità » étaient fausses

Le Parti Communiste Italien traverse des jours difficiles, suite à la publication par son quotidien l'Unita de « révélations » sur le comportement de certains dirigeants de la Démocratie-Chrétienne, révélations dont le PCI a dû reconnaître qu'elles étaient fausses.

Ces révélations avaient trait à l'affaire Ciro Cirillo. Celui-ci, dirigeant démocrate napolitain, a été enlevé l'an dernier par les Brigades Rouges, puis libéré contre paiement d'une rançon d'un milliard et demi de lires. Les dirigeants du PCI, qui s'affirment partisans de la fermeté à tout prix face aux exigences éventuelles des groupes terroristes — fût-ce au prix de la vie des personnes enlevées, comme ce fut le cas dans l'affaire Moro — ont dénoncé ce paiement de rançon comme une faiblesse coupable de la Démocratie-Chrétienne.

Alors, la semaine dernière, Claudio Petruccioli, directeur de l'Unita, croyait peut-être bien tenir la grande affaire de sa vie de journaliste. Il a publié un document prouvant selon lui comment s'était passée la tractation. Deux ministres, Vincenzo Scotti et Francesco Patriarca, démocrates-chrétiens, se seraient rendus tout simplement le 30 mai 1981 dans la prison, proche de Naples, d'Ascoli Piceno, accompagnés d'un membre des services secrets, pour y rencontrer un « boss » de la Camorra, la Mafia napolitaine. Ce « boss » emprisonné, Rafaele Cutolo, aurait alors accepté d'être l'intermédiaire entre les Brigades Rouges et la Démocratie-Chrétienne, garantissant aux deux parties le respect des conditions posées pour la libération de Ciro Cirillo.

Voilà qui prouvait donc tout à la fois que la Démocratie-Chrétienne avait cédé, qu'elle était suffisamment corrompue pour traiter avec la Mafia, que celle-ci avait partie liée avec les Brigades Rouges, bref, que les terroristes, le gouvernement, la Mafia, tout cela ne faisait qu'un, et que le PCI était le seul parti capable d'apporter un peu de moralité et de fermeté dans la gestion des affaires de l'Etat. La démonstration avait un seul défaut : les « révélations » étaient fausses !

Après des réunions, semble-t-il houleuses, de la direction du PCI, le directeur de l'Unita a été prié de donner sa démission, ce qu'il a fait. Par ailleurs, la journaliste de la rédaction napolitaine de l'Unita, Marina Maresca, qui était à l'origine de l'information, a été arrêtée. Elle a reconnu avoir menti au directeur du journal. Le PCI l'a donc désavouée, mais il semble bien que, par son intermédiaire involontaire, le PCI soit tombé dans un piège accordant foi au faux document et en le publiant.

Qui a tendu le piège en question ? On ne le saura sans doute jamais. Toujours est-il que le PCI est maintenant attaqué de tous côtés et qu'il a du mal à s'expliquer. Le parti qui voulait se faire le champion de la moralité publique se voit accusé de beaucoup de légèreté dans la façon dont il traite ses concurrents. Au sein du parti, Berlinguer lui-même serait mis en cause, ce qui n'arrange pas les choses pour lui au moment où le PCI discute de la « troisième voie » proposée par Berlinguer et de la rupture entre le PCI et l'URSS suite aux événements de Pologne, et où cela ne va pas sans difficultés.

Berlinguer, une fois de plus, aurait bien voulu prouver que son parti était plus ferme que la Démocratie-Chrétienne dans la défense de l'ordre public. S'il est aujourd'hui dans une mauvaise passe, il ne paye pas seulement pour le manque de prudence de ses journalistes, mais aussi un peu pour une politique où, à se faire le défenseur du bâton, le bâton se retourne parfois.

André FRYS

USA :
Le Syndicat de l'Automobile d'accord pour le gel des salaires

Le syndicat américain des travailleurs de l'automobile (UAW) vient de signer un accord avec General Motors, un accord acceptant le gel des salaires de base jusqu'en septembre 1984. Les augmentations au titre du rattrapage des hausses du coût de la vie sont annulées jusqu'à la fin de l'année, et neuf jours de congés payés sont supprimés.

En contrepartie, General Motors rappellerait 10 000 des 150 000 employés actuellement en chômage et rouvrirait quatre des sept usines fermées depuis février. Un programme de participation des ouvriers au bénéfice de l'entreprise serait également annoncé. Enfin, General Motors s'engagerait à ne pas fermer d'usines pour transférer leurs activités à l'étranger ou vers des usines non syndiquées.

Avec les patrons de Ford, auxquels la signature d'un accord comparable, il y a peu, permettrait d'économiser un milliard de dollars sur le dos des travailleurs, les patrons de General Motors peuvent décidément remercier le syndicat des travailleurs de l'automobile : ce nouvel accord leur permettrait, quant à eux, une économie de deux milliards et demi de dollars...

Reste à savoir si les travailleurs suivront leur syndicat dans cette politique et accepteront cette nouvelle amputation de leurs salaires au moment même où General Motors annonce pour 1981 333 milliards de dollars de bénéfices officiels !

J.G.

GUATEMALA

Les militaires succèdent aux militaires

Au lendemain des élections, un coup d'Etat a eu lieu au Guatemala : l'opération a été menée par les forces armées de l'Air et une partie de l'armée de Terre.

Le président en place, le général Lucas, devait être remplacé en juillet prochain par le successeur qu'il s'était lui-même choisi, son chef d'état-major, qu'il avait fait élire lors des élections truquées du 7 mars dernier. Il vient donc d'être déposé avant d'avoir pu passer la main.

La junte militaire qui a pris le pouvoir est dirigée par un autre général, le général Rios Montt. Celui-ci avait été candidat à la présidence lors des élections de 1974, sous une étiquette démocrate-chrétienne. Comme il était alors en passe, semble-t-il, d'avoir l'avantage sur le candidat officiel du régime, l'armée avait suspendu le dépouillement, saisi les registres, puis publié une semaine plus tard des résultats affirmant la victoire du candidat officiel.

C'est donc cet homme, Rios Montt, qui accède aujourd'hui au pouvoir à la tête d'un triumvirat composé en plus du général Maldonado Chaad, chef de la garde d'honneur du président qu'ils viennent de renverser et d'un colonel Francisco Gordillo. A leurs côtés se trouve également un des leaders de l'extrême-droite : Lionel Sisneiga Otero.

L'hétérogénéité de la junte n'est sans doute qu'apparente. L'étiquette « libérale » ne veut pas dire grand-chose quand on l'attribue au général Rios Montt.

Ce dernier a bien annoncé son intention de « *rétablir la démocratie dans le pays* ». Mais cela, c'est ce que disent pratiquement toujours les auteurs de coups d'Etat. Alors, il est bien difficile de connaître les intentions réelles des putschistes. De même qu'il est difficile de savoir si ce coup d'Etat a eu le soutien ou pas des Etats-Unis, ou même s'il a été préparé par les services spéciaux américains. Cela ne serait guère étonnant. Car il paraît difficilement envisageable que dans cette partie du monde de l'Amérique centrale, un coup d'Etat puisse se faire sous l'impulsion des militaires sans que le tout-puissant impérialisme voisin ne soit dans le coup, à un degré ou à un autre.

Alors le général Montt serait-il pour les Etats-Unis l'homme « nouveau » pour une politique « nouvelle », capable de redorer la façade d'un régime par trop honni et déconsidéré ? Mais même un homme neuf, si tant est que ce soit le cas, se retrouvant dans la situation de son prédécesseur, ne risque guère de mener une politique bien différente. L'appel lancé par le général Montt à la guérilla est le suivant : « *Déposez les armes, sinon nous viendrons les prendre. Nous abattrons quiconque s'opposera à la loi* ».

Alors si le Guatemala change de dictateur, il semble bien que le principal objectif de la junte soit de poursuivre la répression contre le peuple guatémaltèque. D'ailleurs, le putsch vient d'obtenir le soutien du dictateur salvadorien Duarte. Ce Duarte s'était lui-même imposé au Salvador en octobre 1979 par un coup d'Etat semblable, renversant la dictature en place en se présentant comme un libéral, avant de se lancer à son tour dans une guerre sans merci contre la guérilla salvadorienne.

Tant que les Etats-Unis règneront en maître sur cette partie du monde, tant que les trusts nord-américains exploiteront toutes les richesses de ces pays, la misère des populations d'Amérique centrale continuera à s'aggraver. Et ce ne sont pas quelques changements de généraux au pouvoir qui suffiront à enrayer la révolte de ces peuples.

Un enfant de moins de cinq ans sur dix risque de mourir de faim

L'Organisation mondiale de la Santé vient de publier un rapport sur la situation sanitaire dans le monde.

Ce rapport souligne que la malnutrition, touchant 450 millions de personnes, presque un demi milliard, reste, dans les pays du Tiers Monde, la première cause de la mortalité. Ainsi, sur 100 millions d'enfants de moins de 5 ans, 10 millions souffrent d'une forme de malnutrition aiguë entraînant généralement la mort.

D'après l'UNICEF, 46 000 enfants sont morts chaque jour de faim dans l'année 1981. **« L'année précédente, ce bilan quotidien s'élevait à 35 000 ».**

Dans le nord-est du Brésil, la mortalité infantile est de 150 pour mille, et dans certaines régions d'Afrique, un enfant sur deux ne dépasse pas l'âge d'un an. Mais il n'y a pas que la malnutrition. L'OMS révèle une recrudescence dans ces pays des maladies infectieuses et parasitaires. La maladie du sommeil menace aujourd'hui 35 millions de personnes. De 1973 à 1977, les cas de paludisme ont plus que doublé en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale, passant en Inde, par exemple, de 2 millions à 6,5 millions de cas.

La situation sanitaire des pays sous-développés s'est donc aggravée. Et la raison n'est pas mystérieuse. Le même rapport précise que cette recrudescence est partout le résultat d'une réduction des mesures préventives, parce que, avec la récession économique, ces pays sont devenus encore plus pauvres, et les médicaments, comme les insecticides, sont, eux, toujours plus chers.

Car pour les trusts de l'industrie pharmaceutique et chimique des pays industrialisés, la santé des populations, c'est avant tout un marché qui doit rapporter toujours plus. Même si des millions de gens dans les pays pauvres doivent en mourir.

SALVADOR

Un petit peuple tient tête à l'impérialisme américain

Au Salvador, à quelques jours des élections pour la Constituante, organisées par la Junte pour tenter de donner des allures de légitimité à sa dictature, la guérilla est passée à l'offensive. En dix jours, elle en est à sa troisième incursion dans la capitale.

On apprend qu'en réponse à cette mobilisation, la junte a mis les forces armées en « état d'alerte générale » et que « d'énormes contingents de troupes » se dirigeraient vers la région où, la semaine dernière, quatre journalistes hollandais ont été assassinés.

Si la guérilla a choisi de mener cette offensive à quelques jours des élections qui doivent avoir lieu dimanche, c'est pour montrer à la junte et aux Etats-Unis qui la soutiennent qu'elle est une force avec laquelle il faut compter, le seul interlocuteur possible pour une éventuelle négociation.

Ainsi, les cinq command du Front Farabundo Mart Libération Nationale (l'orga tion militaire de la guérilla) fait savoir par l'intermédiair président vénézuélien q étaient prêts à négocier à moment.

Alors Reagan saisira-t-il perche, continuera-t-il au traire à appuyer sans faibl dictature, ou bien en s'orientera-t-il vers une inte tion militaire, au risque s'engager dans ce qu'on ap déjà aux Etats-Unis « deuxième Vietnam » ?

Reste que ce ne seront pa urnes qui pourront amener quelconque solution au blème salvadorien, mais c'est la lutte armée que mèn guérilla qui peut amener Etats-Unis à lâcher du lest reconnaître, autrement que mellement, le droit des Salv riens à se diriger eux-mêmes

L'armée veut imposer le black-out sur la répression

Quatre membres d'une équipe de télévision néerlandaise ont été tués au Salvador le 17 mars.

Selon l'armée salvadorienne, ils auraient été tués au cours d'un accrochage entre guérilleros et forces de l'ordre. Mais des journalistes, qui se sont rendus sur les lieux, ont constaté que trois des quatre victimes ont été abattues à bout portant par des coups tirés à la tête et à la nuque. Des paysans de la région ont raconté qu'ils ont entendu pendant dix minutes plusieurs salves et non une fusillade de quarante minutes, comme le raconte la version officielle.

Un cinquième journaliste néerlandais qui n'avait pas participé au reportage au cours duquel ses quatre collègues ont été tués, a déclaré : **« Mes collègues ont été assassinés et la déclaration salvadorienne, selon laquelle ils ont été tués dans une fusillade entre militaires et guérilleros, est dénuée de tout fondement ».** Les journalistes ont été attirés dans une embuscade par l'armée salvadorienne qui les a ensuite purement exécutés.

La semaine précédant leur exécution, le chef de l'équipe de journalistes avait été convoqué par la police salvadorienn interrogé sur ses contacts la guérilla. A la suite de cela journal de San Salvador a publié la photo des quatre j nalistes.

Le lendemain même de mort, le groupe paramilit « Alliance anticommuniste Salvador » a publié un comm qué menaçant de mort tre cinq journalistes étrangers salvadoriens accusés d' **« les principaux complices communisme ».** Sur cette figurent des correspond aussi soupçonnables de com nisme que ceux des princip chaînes de télévision amér nes, du **New York Times** ou **Washington Post.**

Une équipe de télévision a ricaine et une brésilienne quitté le pays dans les jours vants.

L'accusation d'être agents du communisme n évidemment qu'un prétexte. que veulent l'armée salva rienne et les groupes d'extrê droite, c'est terroriser tous journalistes pour faire le sile sur la répression qu'ils p quent dans le pays.

Philippe NAT

On nous communique-

Femmes Solidarité EL SALVADOR
présente le 31 mars à la Mutualité de 19 h à 23 h un spectacle avec le film de Tete Vasconcelos et Glenn Silber :
EL SALVADOR : UN NOUVEAU VIETNAM
Bons de soutien à partir de 50 F à retirer au 68, rue de Babylone, 75007 Paris, de 12 h à 14 h.
Téléphone 555.25.54

Le Nicaragua face à l'escalade

La tension en Amérique centrale est encore montée d'un cran cette semaine. En effet, les menaces d'une intervention directe, ou par Etat interposé, des Etats-Unis contre le Nicaragua sandiniste semblent encore plus pressantes, avec les récentes révélations de la presse américaine concernant un plan de déstabilisation du Nicaragua mis en place par la C.I.A.

Les Etats-Unis ne pardonnent pas en effet aux sandinistes d'avoir fait de nouveau la démonstration, 20 ans après Cuba, qu'un soulèvement populaire pouvait mettre fin à une dictature soutenue par Washington.

Les Etats-Unis le pardonnent d'autant moins que l'exemple du Nicaragua semble être contagieux. Et qu'aujourd'hui, au Salvador, la guérilla menace de renverser la junte. Cette junte, bien que parée d'une étiquette libérale, n'est qu'une dictature féroce qui ne se maintient encore que forte de l'aide financière et militaire croissante que lui apporte l'impérialisme américain. Et la parodie d'élections qui doit s'y dérouler cette semaine ne peut plus maintenant apporter une quelconque légitimité à ce régime.

L'impérialisme américain le sait. C'est pourquoi il fourbit ses armes et apporte son aide aux dictatures encore en place en Amérique centrale.

Dans les numéros précédents de Lutte Ouvrière, **nous avions abordé la situation au Guatemala et au Salvador. Mais l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis du Nicaragua apporte un autre exemple bien significatif aussi de l'attitude de l'impérialisme dans la région : l'impérialisme a peur que le Nicaragua, par sa seule existence, par son exemple, si limité soit-il, n'encourage les mouvements de guérilla et que le soulèvement armé ne gagne toutes les populations de cette partie du monde.**

Des milliers de manifestants dans les rues de Managua, en 1979, expriment leur soutien au nouveau gouvernement sandiniste.

Le régime sandiniste ne souhaite pas la rupture avec les Etats-Unis

Dans son discours prononcé lors de la conférence des partis politiques d'Amérique latine à Managua, le 21 février dernier, le président du Mexique, Lopez Portillo, s'adressait à Reagan, déclarant qu'une intervention militaire américaine, tant au Salvador pour soutenir la dictature que contre le Nicaragua, serait **« une erreur historique »** qui **« provoquerait une convulsion continentale et la résurgence d'un profond sentiment anti-nord-américain chez les meilleurs hommes de toute l'Amérique latine ».**

Le gouvernement français défend le même point de vue et, à l'automne dernier, il a accepté de vendre des armes au Nicaragua, en même temps qu'il a apporté son soutien aux tentatives mexicaines de médiation. C'est ce qu'expliquait clairement Mitterrand au journal **Time**, en octobre dernier, en déclarant : **« Le communisme naît de la misère ».** Il faut récupérer ces gens **« qui ne sont pas des adversaires naturels de l'Occident, mais le deviennent par la logique de la situation qui leur est imposée ».**

Il s'agit donc, pour les gouvernements de Mexico et de Paris, de plaider auprès des U.S.A. en faveur d'une politique qui, à leurs yeux, aurait plus de chances de sauver les intérêts impérialistes en Amérique centrale que la politique du bâton, jusque-là employée par Washington.

C'est que, contrairement aux déclarations propagandistes de Reagan à l'encontre du régime nicaraguayen derrière lequel il prétend ne pas voir autre chose que la main de Moscou, l'assimilation d'un Nicaragua sandiniste dans le camp occidental, voire sa collaboration à l'établissement d'un ordre plus stable en Amérique centrale, n'ont rien d'impossible. Bien au contraire. Si pour l'instant la politique du gouvernement de Washington vis-à-vis du jeune régime sandiniste ne semble pas encore arrêtée, en tout cas les dirigeants sandinistes, eux, ne demandent pas mieux que de s'entendre avec leur puissant voisin, de même qu'avec les compagnies agro-alimentaires U.S. qui exploitaient et commercialisaient jusque-là la production agricole (essentiellement coton, café, banane) du pays. Ainsi, la Standard Fruit ayant momentanément interrompu ses exportations de bananes du Nicaragua en décembre 1980, à la suite de la décision des sandinistes de prendre le contrôle de la production bananière, les sandinistes firent appel à la maison mère de la compagnie, la Castel and Cook, avec laquelle ils signèrent à la mi-janvier 1981 un accord (dont ils ont convenu avec la compagnie de ne pas rendre publics les détails), assurant le redémarrage des activités de la Standard Fruit. Le principal responsable nicaraguayen dans cette négociation déclarait alors (cité par le **Herald Tribune** du 5 février 1981) : **« Nous voulons que la Standard Fruit reste au Nicaragua (...) Le gouvernement nicaraguayen n'a aucun intérêt à prendre les terres qui sont en exploitation. Nous souhaitons la bienvenue aux gens qui sont des producteurs. »** Et il ajoutait : **« Nous voulons de bonnes relations avec les Etats-Unis. Vous trouverez peu de petits pays en voie de développement qui diront cela aujourd'hui. »**

C'est la même volonté du gouvernement sandiniste de rechercher une base d'entente, voire de collaboration avec les Etats-Unis, qui demeure aujourd'hui et vient de se manifester dans l'accueil favorable donné par le gouvernement de Managa aux propositions de compromis avancées par le président mexicain.

Malgré la bonne volonté évidente du régime sandiniste, il n'est pas dit que l'impérialisme américain cherche à composer avec ce régime et ne préfère pas, à défaut de pouvoir abattre ce nouveau Cuba, lui mener la vie dure, de façon à décourager les pays qui seraient tentés de suivre cette voie.

Les membres de la junte nicaraguayenne.

ARMES FRANÇAISES : Les promesses de Mitterrand s'envolent

Mitterrand aurait accepté de réduire la livraison d'armes françaises promises au Nicaragua, si on en croit Le Matin *qui cite l'hebdomadaire américain* Newsweek.

En décembre dernier, la France avait accepté de vendre pour 17 millions de dollars de matériel militaire au Nicaragua, en insistant d'ailleurs sur l'aspect « défensif » du matériel vendu, pour ne pas trop heurter les Etats-Unis qui accusent le Nicaragua d'encourager la guérilla salvadorienne.

Eh bien, il faut croire que les quelques vedettes, camions ou hélicoptères vendus, c'était encore trop pour le gouvernement américain.

Est-ce pour négocier cela que Mitterrand s'était empressé, toutes affaires cessantes, d'aller rendre visite à Reagan il y a quinze jours ?

les menaces américaines

L'objectif du gouvernement sandiniste : desserrer l'emprise de l'impérialisme américain

Les Etats-Unis n'ont accepté que contraints et forcés la victoire du régime sandiniste au Nicaragua en 1979. Aussi aujourd'hui, au moment où en Amérique centrale, notamment au Salvador, les Etats-Unis ont des difficultés à maintenir les dictatures en place, le Nicaragua est une épine dans le pied de Reagan.

De tous les pays d'Amérique centrale, le Nicaragua était sans doute celui qui avait subi le plus directement la domination politique et militaire des Etats-Unis. La dictature de Somoza, avec sa Garde Nationale équipée et entraînée par les Etats-Unis, avait succédé à une occupation militaire directe des Etats-Unis qui avait duré de 1912 à 1925 et de 1929 à 1933.

Or, c'est dans ce pays que, vingt ans après Cuba, de nouveau démonstration est faite que la guérilla peut mettre en place un régime un peu plus indépendant de l'impérialisme américain.

Les premiers craquements de la dictature au Nicaragua s'étaient traduits par un appui renforcé des Etats-Unis. Lors des fêtes de Noël 1974, Somoza avait subi son premier revers important, quand il avait dû accepter les exigences d'un commando du Front Sandiniste qui avait pris des hommes politiques et des syndicalistes en otages. Les Etats-Unis avaient renforcé de 80 % leur aide militaire.

En avril 1977, Carter avait bien supprimé l'aide militaire à Somoza, au moment où il faisait sa campagne pour « les droits de l'homme », mais en septembre il rétablissait l'aide. Et si, en janvier 1978, l'aide fut à nouveau réduite, ce fut de courte durée : en juin 1978, Carter envoyait une lettre à Somoza pour le féliciter des progrès réalisés en matière de droits de l'homme.

Ce n'est qu'à la fin 1978, quelques mois avant la chute de Somoza, que les Etats-Unis cherchèrent un remplaçant à celui-ci. Mais la solution qu'ils proposaient était de créer un « gouvernement intérimaire », d'où aurait été exclu le Front Sandiniste et qui aurait laissé intacts la Garde Nationale et le parti de Somoza. Or, même les milieux d'affaires du Nicaragua, à cette époque, non seulement n'étaient pas favorables à Somoza, qui avait accaparé à son profit personnel une part importante des richesses du pays, mais ils étaient en fait déjà en rébellion ouverte contre le régime depuis près d'un an déjà. Faute de pouvoir remettre sur pied le gouvernement de rechange, les U.S.A. ont maintenu jusqu'à la fin leur soutien à Somoza. Mais après l'assassinat, le 10 janvier 1978, à l'initiative de Somoza, du directeur du journal La Prensa, *le porte-parole de l'opposition libérale bourgeoise, les chefs d'entreprise n'avaient pas hésité à appeler à une première grève générale pour le départ de Somoza qui avait duré deux semaines.*

C'est finalement l'offensive du Front Sandiniste en juin 1979 qui entraîna la chute de Somoza. Alors que cette offensive battait son plein, les Etats-Unis se prononcèrent pour la démission de Somoza le 22 juin, sans toutefois reconnaître le « gouvernement provisoire de reconstruction nationale » qui venait d'être mis en place et qui allait triompher le 20 juillet.

Après la victoire des sandinistes, les Etats-Unis restèrent dans l'expectative. Ils reconnurent le nouveau gouvernement et annoncèrent une aide économique, qui ne fut finalement votée qu'en février 1980. 60 % de cette aide étaient destinés au secteur privé, qui continuait de posséder plus de la moitié de l'économie du pays. « Ce que nous avons essayé de faire, c'est de financer la survie de la démocratie politique et de la libre entreprise. Cela aurait été très simple pour nous si, comme à Cuba, tout le secteur privé et les partis démocratiques au Nicaragua avaient pris le bateau ou l'avion pour Miami. Ils ne l'ont pas fait, ils sont restés. », *avait déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires inter-américaines de Carter avant de quitter son poste. Effectivement, les Etats-Unis devaient compter avec cela. Sur le plan économique, le gouvernement, pour obtenir de nouveaux prêts, avait conclu un accord avec 120 banques internationales reconnaissant les dettes que lui avait léguées Somoza. Enfin, à plusieurs reprises, le gouvernement avait déclaré vouloir s'entendre avec les Etats-Unis.*

Mais la crainte de Reagan aujourd'hui est que l'exemple du Nicaragua ne gagne toute l'Amérique centrale. La guérilla est sur le point de l'emporter au Salvador, et déjà, elle gagne du terrain au Guatemala. L'impérialisme américain n'est pas près d'accepter que puisse être tant soit peu remise en cause sa domination sur cette région, qui a été jusqu'à maintenant la propriété quasi directe des grandes compagnies nord-américaines.

Ce qui a changé avec la victoire sandiniste

Le Front sandiniste est venu au pouvoir sur la base d'un soulèvement populaire contre la dictature de Somoza et la domination de l'impérialisme américain. Ce régime dispose d'une certaine assise populaire et a mis en œuvre un certain nombre de réformes dans le pays.

Dans un premier temps, les réformes ont eu pour but de supprimer les aspects les plus criants de l'ancien régime, telle la corruption. Mais les objectifs des sandinistes ne sont nullement communistes pour autant, comme le prétend Reagan : ils visent simplement à libéraliser le système.

Certes, le régime sandiniste a, dès son arrivée au pouvoir, nationalisé tous les biens du dictateur déchu. Et ils étaient considérables ! Somoza avait une fortune estimée à 600 millions de dollars et possédait personnellement 20.000 km² des meilleures terres.

Sa famille en détenait autant. Le clan Somoza contrôlait 90 % du marché de la viande de bœuf, 90 % de la pêche, 50 % du tabac, 40 % du sucre, 20 % du coton et du café. Il contrôlait la compagnie aérienne nationale, les transports maritimes, et avait le monopole de l'alcool. Mais malgré tout, aujourd'hui encore au Nicaragua, la bourgeoisie nationale garde encore le contrôle de la plus grande partie des terres et de l'industrie ; 60 % de la production sont entre les mains d'intérêts privés.

Une grande partie de la bourgeoisie libérale et des hommes d'affaires nicaraguayens avait, quelques mois avant sa chute, abandonné la dictature chancelante, accélérant sa chute. Les sandinistes leur firent donc une place importante dans la première junte, intitulée Junte d'Union Nationale, l'organe exécutif du gouvernement provisoire, où deux des cinq postes leur étaient attribués, l'un à Violetta Chamorro, veuve du directeur du journal bourgeois libéral *La Prensa* et chef de file de l'opposition bourgeoise à Somoza, assassiné en 1978, et l'autre à Alfonso Robelo, ancien président du patronat nicaraguayen.

Depuis, les relations entre les hommes d'affaires du pays et les dirigeants des partis libéraux d'une part, et, d'autre part, les sandinistes, sont devenues plus houleuses : Robelo a quitté son poste à la junte au bout de neuf mois, pour rentrer dans l'opposition officielle du régime à la tête de son petit parti, le Mouvement Démocratique Nicaraguayen, au sein du Conseil d'Etat, cette assemblée qui fait fonction d'organe législatif. Le C.O.S.E.P. (équivalent du C.N.P.F. au Nicaragua) est devenu le centre de cette opposition, et le journal *La Prensa,* dirigé par Chamorro-fils, son organe essentiel.

Les relations entre le patronat et les sandinistes ont surtout connu leur période la plus tendue à l'automne 1981, notamment avec l'arrestation en octobre de quatre dirigeants du C.O.S.E.P., accusés de sabotage économique. Elles se sont renormalisées depuis et les dirigeants patronaux ont été libérés.

En fait, ainsi que l'écrivait en janvier 1981 le journal libéral britannique *The Guardian,* l'opposition entre les dirigeants sandinistes et les représentants de la bourgeoisie d'affaires semble **« résider dans la dispute pour la place dominante dans le gouvernement, plutôt que dans des points de vue fondamentalement différents sur la politique future (...) Ils sont critiques vis-à-vis des sandinistes parce que, après avoir promis d'accélérer les élections, le Front les repousse maintenant jusqu'en 1985. Ils attaquent aussi l'ex-guérilla parce qu'elle a monopolisé l'armée. »** Bref, c'est bien la volonté d'acquérir, à la tête du nouveau régime, une place autre que celle de simple caution à la direction sandiniste qui préoccupe surtout les hommes d'affaires et les politiciens libéraux nicaraguayens.

Et c'est bien pourquoi aujourd'hui on peut entendre les principaux porte-parole du secteur privé, M. Robelo et le président actuel du C.O.S.E.P., M. Dreyfus, affirmer que **« rien n'est, en tout cas, encore irréversible »** (paroles citées par **Le Monde** du 21-22 mars), et conjurer les U.S.A. de ne pas saboter leurs affaires par une intervention armée. **« Avec leur politique, les Etats-Unis vont arriver au résultat exactement inverse de ce qu'ils souhaitent »**, déclarait M. Robelo, alors que le quotidien d'opposition **La Prensa** dénonce la **« politique agressive et stupide de Ronald Reagan »** (cités par **Le Matin** du 10 mars 1982).

Même si les milieux d'affaires et la bourgeoisie nationale ne sont pas pleinement satisfaits du régime sandiniste, ils ne souhaitent manifestement pas pour autant une intervention américaine visant au retour à l'ancien ordre des choses.

Le Nicaragua face à l'escalade des menaces américaines

L'Etat d'urgence

Les menaces que fait peser l'impérialisme américain sur le Nicaragua sont bien réelles. C'est justement parce que le régime sandiniste bénéficie sans conteste d'une base populaire et parce que cette popularité lui permet de manifester une relative indépendance par rapport à la tutelle américaine que les Etats-Unis manifestent la volonté d'en découdre contre ce petit pays.

Mais il n'empêche que la façon dont le régime sandiniste s'est servi des menaces américaines pour proclamer l'état d'urgence est bien significative de la nature du nouveau régime, qui serait donc loin de faire l'unanimité de toutes les couches sociales du pays et n'a pas d'opposants que sur sa droite, parmi les partisans de Somoza.

C'est incontestablement aussi pour résoudre des problèmes d'ordre intérieur que, le lundi 15 mars, en invoquant comme raison la menace d'agression venue de l'étranger, le gouvernement sandiniste a proclamé l'état d'urgence pour un mois, suspendant donc, pour cette période, toutes les libertés et, entre autres, limitant la liberté d'expression. On ne voit pas en quoi interdire la liberté d'expression est un moyen tant soit peu efficace pour lutter contre l'intervention américaine. C'est, semble-t-il, plutôt un moyen de faire taire les mécontents, tous, et de quelque bord qu'ils soient. Cette mesure vient compléter « l'état d'urgence économique » proclamé pour un an en septembre dernier ; cette mesure survenait dans une situation économique très catastrophique, qui est actuellement celle du Nicaragua avec la désorganisation de l'économie qui ne s'est pas encore relevée de la guerre civile, et avec l'arrêt de l'aide américaine.

L'« état d'urgence économique » menaçait, entre autres, de peines pouvant aller jusqu'à neuf ans de prison toute personne qui se rendait, aux yeux du régime, coupable de sabotage économique. Et parmi les sabotages économiques répréhensibles figurait bien entendu la grève. Si bien que cet « état d'urgence économique », en octobre, a permis l'arrestation de quatre membres du patronat nicaraguayen, dont le président du Conseil supérieur des entreprises privées (COSEP, l'équivalent de notre CNPF), relâchés depuis, mais aussi de 24 militants du Parti Communiste Nicaraguayen, dont le secrétaire général du syndicat CAUS, la centrale syndicale proche de ce parti et qui a une influence importante dans la classe ouvrière.

Rappelons d'ailleurs à ce propos que c'est ce syndicat qui avait dirigé, en février 1980, la grève à l'entreprise Fabritex, l'une des principales usines du pays, occupant 800 personnes. Les ouvriers de cette usine revendiquaient une augmentation de 100 %. Les sandinistes avaient alors accusé les grévistes d'être des agents de la CIA et organisé une manifestation devant l'ambassade des Etats-Unis qui s'était terminée par la mise à sac des locaux... du CAUS.

Alors, il y a tout à parier que les menaces extérieures, pour être réelles, servent aussi de prétexte pour appeler la population à serrer les rangs derrière le gouvernement sandiniste et faire taire les revendications des couches les plus défavorisées de la population qui voudraient bien goûter aux fruits de la victoire.

Les menaces américaines

Pourtant ce régime sandiniste est aujourd'hui l'objet de menaces précises de la part de l'impérialisme américain.

Depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, les Etats-Unis ont changé de ton.

En avril 1981, l'aide économique était suspendue. Et les 25 milliards qui restaient à verser sur l'aide de 75 milliards décidée un an plus tôt n'étaient pas débloqués. D'autre part, des anciens gardes somozistes ont multiplié des incursions meurtrières à partir du Honduras, tandis que d'autres troupes s'entraînent aux Etats-Unis.

Le Nicaragua est en effet un exemple gênant pour l'impérialisme américain. Même si c'est un cas isolé, les Etats-Unis ne tolèrent pas que, dans cette région d'Amérique centrale qu'ils considèrent comme leur chasse gardée, un petit pays cherche à s'émanciper tant soit peu de sa tutelle. Et les menaces d'intervention se sont précisées. Le journal américain *Washington Post* s'est fait l'écho d'un plan mis en place par la CIA pour déstabiliser le régime et de nouveaux incidents viennent de se produire à la frontière hondurienne avec des commandos d'anciens somozistes. Rien ne dit que le danger soit immédiat, à en croire la reporter du journal *Le Matin* du 16 mars dernier, en ce qui concerne les gardes somozistes massés près de la frontière au Honduras. *« Personne, sauf eux sans doute, n'a la naïveté de croire qu'ils peuvent actuellement renverser le régime sandiniste ».*

Cependant il n'est pas dit que l'intervention américaine dans cette région ne se fasse prochainement de façon plus brutale et plus directe.

La situation politique est en effet très tendue en Amérique centrale avec la montée des mouvements de guérilla. La proximité des élections au Salvador, élections voulues par les Etats-Unis pour tenter de donner une légitimité de façade à la dictature de Duarte, le coup d'Etat au Guatemala survenu au lendemain des élections truquées dans le pays, tous ces événements contribuent à accroître encore la tension en Amérique centrale.

A cela il faut ajouter les négociations engagées par les Etats-Unis avec un certain nombre de pays latino-américains (Guatemala, Honduras, Costa-Rica, Colombie, Venezuela et Argentine) pour la mise sur pied d'une force inter-américaine qui pourrait être engagée au Salvador et au Nicaragua.

Toutes ces menaces ont amené le gouvernement nicaraguayen à demander la convocation d'un Conseil de sécurité des Nations-Unies, ce 24 mars, pour y dénoncer les bruits de bottes à leurs frontières.

A ce propos, nous avons interrogé Gloria, une militante du mouvement des femmes au Nicaragua, venue en France à l'occasion de la journée internationale des femmes, qui dénonce les pressions de l'impérialisme américain et le climat de tension qu'elles entretiennent dans son pays :

« Reagan a commencé le boycott économique : il a interrompu l'approvisionnement et le financement du pays qui étaient déjà compromis sous le gouvernement Carter. Reagan veut que notre peuple ait faim : le Nicaragua va manquer d'argent pour acheter du blé. Grâce à la solidarité internationale, nous avons reçu du blé de Suède, de Hollande, d'URSS, de Bulgarie, du Mexique et même du Canada.

L'impérialisme (...) depuis longtemps manœuvre à travers les banques, le BID (la Banque Inter-américaine de Développement), à travers le Fonds Monétaire International.

D'autre part, l'impérialisme suscite des activités terroristes. Selon le Washington Post, *19 millions de dollars viennent d'être donnés pour financer des activités terroristes contre le Nicaragua...*

Il y avait déjà la force militaire des USA qui a été renforcée à Panama ; ils avaient déjà opéré des manœuvres le long de la côte Atlantique, au nord du pays. Et maintenant, ils ont installé un bateau, le plus moderne qui soit, pour espionner et garder les côtes, ils ont installé des radars sur notre côte.

On dit aussi que, sur l'île Amapala, dans le Pacifique, ils sont en train de construire une base militaire. L'OTAN, en mars, va faire des manœuvres militaires sur la côte Atlantique et dans les Caraïbes.

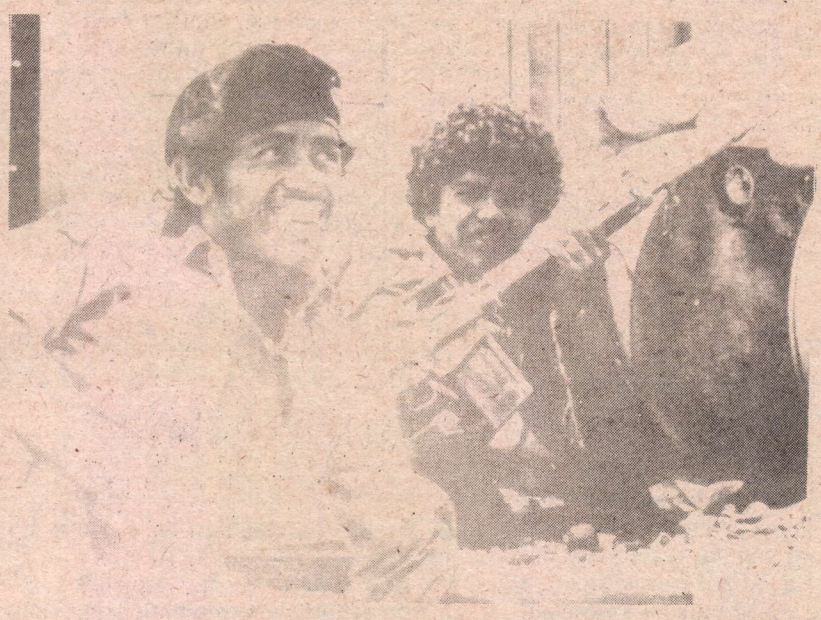
Il y a aussi le terrorisme pur, les bombes. C'est l'attentat dans un avion des lignes aériennes du Nicaragua, l'équivalent d'Air-France. Une bombe a explosé dans un aéroport, au Mexique, mais elle devait exploser en vol : cette bombe aurait tué 120 étudiants qui retournaient au Nicaragua. C'était en janvier ou décembre dernier... au moment où Reagan faisait des discours menaçants, en même temps que le plan mini-Marshall. Il y a eu une autre bombe à l'aéroport de Managua qui a tué quatre personnes. Cela, c'est l'activité de la droite, des somozistes. C'est aussi une activité suscitée par l'impérialisme.

Il y a des groupes paramilitaires. Il y en a plusieurs. D'autre part, on souffre des attaques sur la frontière. Hier, on a capturé un avion des lignes aériennes.

Aussi, au Nicaragua, la situation est très tendue. Car il va y avoir des élections au Salvador pour légitimer aux yeux du monde entier le régime salvadorien. Ces élections correspondent à la politique du gouvernement nord-américain. Pour que cette politique ait un quelconque succès, il faudrait que cesse la guérilla au Salvador. Car tant que c'est la guerre, les élections ne sauraient être très probantes.

Si ces élections sont un échec, les Etats-Unis devront définir une nouvelle politique pour rétablir leur domination sur le Salvador. Quelle va être cette politique ?

L'intervention militaire est toujours une possibilité, c'est une alternative qu'ils n'ont pas publiquement abandonnée. Ils ont dit qu'ils avaient la volonté politique d'intervenir. Et nous, nous le savons aussi, nous le sentons dans la peau. La population a vécu les tourments du terrorisme, du blocus, des attaques aux frontières, des manœuvres militaires, le navire espion. Alors, quand on a vécu tout cela, on sait que l'intervention US est possible, d'autant plus qu'il y a des déclarations publiques qui vont dans le même sens... ».



Combattants sandinistes contre la dictature de Somoza, dans les rues d'Esteli, en 1979.

• SNCF :
Trêve des prix ? Poisson d'avril

Le gouvernement vient de décider une augmentation de 10,5 % du tarif voyageurs de la SNCF. Une augmentation qui sera appliquée à partir du 1er avril prochain et concerne tous les tarifs grandes lignes. D'après le journal **Le Monde,** cette nouvelle augmentation porte la hausse du ticket SNCF de seconde classe à 30 % depuis mars 1981 ! les tarifs des trains de banlieue parisienne, eux, ne bougeront pas, puisqu'ils sont eux, augmentés en même temps que les tarifs de la RATP. Ils ont donc déjà eu leur dose, et ils ne rateront pas non plus la prochaine augmentation des tarifs RATP !

Comme on le voit, la politique de blocage des prix lancée par le ministre de l'Economie, Delors, à grand coup d'affiches publicitaires, est d'une efficacité remarquable. Le gouvernement a décidé de donner lui-même l'exemple : depuis le lancement de la campagne sur le blocage des prix, plus aucun tarif public n'augmente... sauf tous ceux que le gouvernement décide d'augmenter !

• Matra :
La pompe à phynances publiques est en action

Ça y est, c'est fait : l'Etat a pris, comme prévu, 51 % du capital du groupe Matra. Certes, l'accord a été signé avec quelques mois de retard. Mais ça valait le coup pour Jean-Luc Lagardère, P-DG de Matra, et tous les actionnaires. En effet ce délai supplémentaire leur a permis de voir le gouvernement accéder à leurs lamentations.

Dans un premier temps, l'offre publique d'échange verra chaque action négociée à 1.800 F, au lieu des 1.250 F initialement prévus (soit 44 % de plus). Et, dans un deuxième temps, l'augmentation de capital réservée à l'Etat se fera sur la base de 1.625 F l'action, contre les 1.150 F d'abord prévus (soit plus 41 %).

Conclusion : il en coûtera 500 millions de francs (eh oui, 50 milliards de centimes) de plus... qui iront dans la poche des actionnaires. Et le pire, c'est qu'ils se plaindront quand même.

• Un siège pour les cadres

L'avant-projet de loi Le Garrec sur le secteur nationalisé, qui concerne 1 800 000 salariés, prévoit que les conseils d'administration des entreprises nationalisées comporteront — fait nouveau — un siège réservé aux cadres. C'est là faveur qui a été faite à ceux-ci après les entrevues entre le gouvernement et la CGC.

Récemment la CGC proclamait sur ses affiches : « *Encadrement de France, debout !* ».

Elle a gagné... un siège pour s'asseoir. Le syndicat des cadres a bien travaillé. Il peut retourner se coucher.

TRI POSTAL PLM (Paris)

Accident mortel d'un ouvrier de l'entretien

Un travailleur d'une entreprise extérieure aux PTT, qui ravalait la façade du centre de tri, est tombé d'une hauteur de quatre mètres au travers d'une verrière (en fait, de la tôle en fibro-ciment et, à un endroit, du plastique ondulé). Police-Secours n'a pas pu le ranimer.

Il semble que ce travailleur ait quitté l'échafaudage, qu'il se soit avancé sur la poutre principale et qu'à un moment il ait dû s'appuyer sur une des plaques de plastique. Celle-ci était juste posée, aucune garde ne dépassait. Elle aurait donc cédé sous le poids.

Il y a quinze jours déjà, alors qu'il faisait beaucoup de vent et qu'il pleuvait, le patron de cette entreprise extérieure avait obligé ses ouvriers à marcher sur des échafaudages accrochés au toit par des cordes. Les gars se balancaient sur un mètre à deux mètres le long de la façade.

Ce patron est apparemment un professionnel de l'insécurité, et cela a débouché sur l'accident. Au fait, qu'en pense la direction du tri PTT qui passe contrat avec cette entreprise extérieure ? Elle s'en lave les mains ?

LEP DE BETHONCOURT (Montbéliard)

Boycott de la cantine avec succès

Depuis la rentrée, au LEP, il y a un gros mécontentement chez les demi-pensionnaires à cause de la mauvaise qualité des repas. Les frites sont dures, la viande cachée sous le gras, etc. Et pour cette gastronomie, il faut payer plus de 500 F par trimestre, ceux qui ne mangent pas les mercredis étant au même tarif.

La semaine du 8 mars, des élèves font circuler une pétition à la sortie de la cantine, dénonçant les mauvais repas. Et presque tout le monde l'a signée, y compris cinq profs. La première réaction de l'administration fut de renvoyer les profs de la cantine, en nous disant que, maintenant, on mangerait mieux !

Mardi 16 et mercredi 17 mars, à 280 sur un peu plus de 300, nous décidons le boycott de la cantine. Nous avons amené nos casse-croûte et des externes sont venus se joindre à nous pour pique-niquer dans le réfectoire, dans une ambiance de chahut joyeux, aux cris de « *Qualité-quantité* », « *Les profs aussi ont faim* »... Après ce pique-nique, nous avons été ensemble devant chez le proviseur. Il est sorti au bout de dix minutes, disant qu'il ne recevrait qu'une délégation de huit élèves pour discuter. Approuvée par les autres, une délégation s'est proposée. Mais le directeur a eu l'aplomb d'exiger d'elle le nettoyage de la cantine. En attendant le retour de la délégation réquisitionnée, certains voulaient faire une grève des cours. Mais devant les menaces du proviseur, la majorité a décidé d'en rester là pour le moment.

Le lendemain jeudi, ça a quand même changé. Maintenant, nous sommes mieux servis. Mais cela entraîne un retard pour la reprise des cours et ce sont les profs qui sont mécontents. Il faut parfois attendre plus d'une demi-heure pour pouvoir manger.

En tout cas, nous avons déjà remporté une petite victoire face à l'administration.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• A TOURS
Samedi 27 mars
de 17 h à minuit
Salle Paul-Bert (quai Paul-Bert)
avec Kergrist, le « clown atomique », et un bal folk.

• A NANCY
Dimanche 28 mars
de 11 h 30 à 20 h
Salle Gentilly
Banquet à 12 h 30
Expositions, forums, spectacles, jeux.

MOTOROLA (Toulouse)

Après les ordonnances, ça bouge

A l'appel des trois syndicats CGT, CFDT et FO de l'usine, il y a eu deux débrayages en l'espace de cinq jours. Les dirigeants de l'entreprise avaient laissé entendre, lors d'une réunion avec les syndicats, qu'il n'était pas du tout question de réduire le temps de travail effectif, puisque les ouvrières en équipe bénéficiaient des pauses (2 fois 10 minutes par jour et une pause déjeuner de 30 minutes) prises sur les 8 heures de présence à l'usine. Quant à la cinquième semaine, la direction comptait intégrer les trois ponts (avantages acquis) et les jours d'ancienneté pour la constituer. Il s'agissait donc d'une lecture très stricte des ordonnances (qui le permettent) dites sociales. Le personnel en équipe normale, et qui lui ne bénéficie pas de pauses et qui représente un tiers de l'effectif des ouvriers et employés (400 personnes), s'est particulièrement senti visé. Et le mécontentement accumulé s'est exprimé vendredi dernier. La direction proposa d'accepter une demi-heure de travail effectif en moins, en échange de la création d'une équipe supplémentaire pour le week-end, d'un contingent d'heures supplémentaires et du travail des femmes la nuit. Les travailleurs ne l'ont pas entendu de cette oreille. Lorsque les trois syndicats proposèrent un débrayage, il y eut 900 personnes sur les trois équipes pour débrayer entre une heure et trois heures. La direction changea alors ses propositions : une heure de travail en moins, en échange du travail le week-end. Plus question du travail des femmes la nuit. Là aussi, il y eut 1 000 travailleurs pour débrayer une heure. Et ceux de l'équipe d'après-midi qui avaient débrayé sont allés en délégation auprès de la direction. Il y eut alors près de 400 personnes... et de l'ambiance. La direction a proposé une autre réunion aux syndicats, jeudi 25 en fin d'après-midi. Cela laisse une fin de semaine très animée, car les travailleurs sont bien décidés à continuer.

CARBONE LORRAINE (Gennevilliers)

Toujours des débrayages sur la réduction du temps de travail

Depuis 3 semaines, des débrayages se poursuivent contre la façon dont la direction essaye d'appliquer les ordonnances sur la réduction du temps de travail et les congés payés. Il faut dire qu'elle n'y était pas allée de main morte. En contrepartie du paiement de la réduction de 40 à 39 h et de la 5e semaine, elle supprimait quasiment tous les congés d'ancienneté, les jours de ponts, les jours de fractionnement. Elle supprimait également les temps de douche et, pour les 3 × 8, appliquait plusieurs mesures entraînant des pertes de salaire de plusieurs centaines de francs.

Après plusieurs débrayages combatifs, avec défilés dans l'usine, occupation des bureaux, piquets de grève aux portes, elle commençait à reculer. Le 18 mars, elle sortait un nouveau projet rétablissant les jours de congés mais, mesquinerie oblige, elle maintenait la suppression d'une journée et, pour le temps de douche, utilisait une formule tellement tordue qu'on ne sait pas si on le conserve ou non.

Par ailleurs elle maintient toute une série de combines. Par exemple pour les postés, qui ont des horaires hebdomadaires irréguliers, les heures supplémentaires seraient calculées à l'année et non à la semaine !

Tout le monde a été satisfait d'avoir commencé à faire reculer la direction. Mais, face à toutes ses mesqueneries, les débrayages continuent.

HÔPITAL EDOUARD-HERRIOT (LYON) :

Grève reconductible pour les effectifs

Depuis le 27 octobre, le personnel hospitalier débraye plusieurs fois par semaine pour obtenir : l'intégration du temps de repas dans le temps de travail, la réduction du temps de travail à 38 heures et des effectifs supplémentaires. Pour Edouard Herriot, nous demandons 710 postes et 2 000 pour l'ensemble des hospices civils de Lyon. Effectivement, ces effectifs sont nécessaires car le personnel double ses journées, vient travailler sur les jours de repos et, de plus, il a du mal à prendre ses congés annuels. Bien souvent, les services tournent avec le personnel minimum. Les congés maternité et maladie ne sont pratiquement pas remplacés. Or, le ministre n'accorde que 50 postes en tout et pour tout et, de plus, les 39 heures ne sont pas appliquées faute de personnel.

D'octobre à février, les trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO on appelé à des actions différentes pour ces mêmes revendications.

Le 23 février, le personnel en assemblée s'est littéralement révolté, réclamant l'unité et obligeant les responsables CGT à se joindre à l'action des autres syndicats. Toute la semaine, les protestations contre la division syndicale se sont poursuivies et une partie des travailleurs ont même commencé à se poser le problème de s'organiser eux-mêmes, indépendamment des organisations syndicales. Un comité d'action s'est même formé sur ces bases. Du coup, sous la pression des hospitaliers et par peur de voir les travailleurs s'organiser en dehors de la CGT, celle-ci a accepté une intersyndicale.

Deux jours après, le désir d'action unitaire des travailleurs s'amplifiant, la CGT signait un protocole d'accord en vue d'actions communes avec la CFDT et FO. Ce protocole spécifiait que seule l'intersyndicale pourrait prendre des décisions, mais en aucun cas l'assemblée générale des grévistes. Cependant, l'unité réalisée au niveau d'Edouard-Herriot n'a pas été acceptée par l'UD santé, et de ce fait la CGT n'a jamais réellement participé aux actions, continuant à publier de nombreux tracts accusant CFDT et FO de complicité avec l'administration.

Dans la semaine, nous avons envahi le siège des hospices civils de Lyon et forcé les directeurs à s'enfermer à double tour dans leurs bureaux. Il y avait de l'ambiance.

Depuis le 16 mars, à l'appel de la CFDT et de FO, nous sommes rentrés dans une grève reconductible au niveau de tous les hospices civils de Lyon. La CGT refusant toujours de se joindre au mouvement. A Edouard-Herriot, des assemblées générales ont lieu chaque jour, regroupant de plus en plus de monde. La grève y est reconduite chaque jour. Nous organisons des passages systématiques dans tous les services pour expliquer les raisons de notre grève et pour entraîner les soignants à se joindre au mouvement et à s'organiser en service minimum. Pour le personnel qui est solidaire de la grève et qui assure ce service minimum, les agents portent un badge « *en grève* » et ils ont fait signer des pétitions aux malades pour leur demander de nous soutenir, car plus d'effectif pour le personnel, c'est aussi de meilleurs soins pour les malades. Dans certains services, la pétition a même été prise directement en charge par les malades. Nous avons aussi adressé une lettre aux chefs de service leur expliquant les raisons de notre grève et leur demandant leur soutien. Certains chefs de service supportent très mal notre grève, d'autres réagissent en menaçant le personnel de sanctions pour abandon de poste ou faute professionnelle. Et avec le directeur, ils vont même jusqu'à nous accuser de pousser les malades dans les bras du privé car des malades n'auraient pas pu être accueillis en urgence. Or, c'est tous les jours de l'année que nous refusons des hospitalisations.

A la fin de la semaine, nous sommes allés en manifestation, avec l'ensemble des hôpitaux, accueillir nos administrateurs à l'Hôtel-Dieu où se tenait le Conseil d'administration.

Lundi 22 mars, nous apprenions que le ministère était d'accord pour une table ronde avec la direction générale, la tutelle (DASS) et le ministère, alors que jusque-là on nous renvoyait des uns aux autres. Le ministre de la Santé, M. Ralite, voudrait que cette table ronde se tienne à Paris ; aurait-il peur d'affronter les hospitaliers des hospices civils de Lyon ?

Correspondant LO

Manifestation des hospitaliers lyonnais à l'Hôtel-Dieu, pendant le conseil d'administration, vendredi 19 mars 1982.

Grand-père, donne-moi un conseil !

Vendredi dernier, à l'Hôtel-Dieu, nous étions au spectacle. Le Conseil d'administration se réunissait, et nous étions plus d'une centaine de grévistes au rendez-vous.

On a pu voir passer Béraudier, toujours content de lui (on voit qu'il ne travaille pas dans les hôpitaux) et Monsieur le préfet, fonçant tête baissée. Rochaix avait pris ses précautions et il était arrivé à l'avance. Quant à Collomb, le maire de Lyon, il a préféré entrer par une porte dérobée pour nous éviter.

*On a pu aussi constater que les hôpitaux ont du sang neuf et dynamique à leur tête : la plupart des membres du Conseil d'administration ont déjà un âge avancé et nous les avons accueillis en scandant : **« La retraite à 60 ans ! ».***

Mais s'ils ne faisaient que s'appuyer sur une canne, ce ne serait pas grave. Le principal inconvénient de leur grand âge, c'est qu'ils sont devenus sourds. Car depuis le temps qu'on leur expose nos revendications, ils ne semblent toujours pas les avoir entendues.

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Hôpital Edouard Herriot (Lyon).

RENNES :

Grève des formateurs de l'école d'éducateurs

L'Institut de formation aux carrières sociales de Rennes est une école qui forme des adultes aux professions d'éducateur, animateur ou assistante sociale.

Depuis quatre semaines, les formateurs de cet institut sont en grève. Ils protestent contre la procédure de licenciement que la direction de l'établissement a engagée contre six d'entre eux. Il faut dire que le contentieux entre le directeur et la plupart des membres de l'équipe de formateurs est assez ancien. En mars 1981, il avait retiré une demi-journée de salaire à quinze d'entre eux, car ceux-ci, au cours d'une journée pédagogique, avaient contesté ses opinions et s'étaient réunis pour travailler sans lui. Devant les Prud-hommes, les quinze formateurs avaient obtenu satisfaction.

A la rentrée scolaire, une formatrice, déléguée à l'IFCS par la DASS, a vu sa délégation remise en cause par le directeur, qui lui reproche en fait son activité syndicale. C'est pour protester contre cette décision que six formateurs ont signé une lettre demandant sa réintégration dans l'équipe.

Le 11 février 1982, les six formateurs ont reçu une lettre leur signifiant qu'ils avaient un avertissement et qu'une procédure de licenciement pour faute grave était mise en route s'ils ne déclaraient pas leur lettre comme nulle et non avenue.

Depuis, la situation est bloquée. Le directeur de l'IFCS refuse d'engager des négociations. Il refuse d'avoir à traiter avec la CFDT et voudrait traiter individuellement chaque cas de licenciement. Il demande une lettre aux six formateurs mais refuse que cette lettre soit collective et à en-tête CFDT.

Bien sûr, les formateurs refusent et maintiennent leurs revendications : — arrêt des procédures de licenciement ; — levée des sanctions ; — établissement d'un calendrier de rencontre pour discuter du fonctionnement de l'IFCS et du statut des personnels ainsi que de la politique de formation pratiquée dans l'école.

CRS contre kinésithérapeutes

1 500 kinésithérapeutes manifestaient le 22 mars à Paris pour réclamer une nouvelle convention de la profession après que l'ancienne a été rendue caduque en août dernier.

Ils réclamaient entre autres une augmentation de leurs honoraires de 4,25 % et le remboursement des soins à 80 % par la Sécurité sociale.

Arrivés devant le ministère de la Solidarité, ce n'est pas Nicole Questiaux, le ministre, qui les reçut, comme ils l'espéraient, mais... un cordon de CRS.

Charges de policiers, bagarres, matraques : les gouvernements passent, mais face aux revendications, les réponses restent les mêmes.

Le relax, c'est pour quel grade ?

Dans les bureaux techniques, on renouvelle le mobilier, en ce moment. Il faut faire marcher le commerce, comme on dit. En langage un peu plus direct, quelque part, quelqu'un a dû faire de juteuses affaires. Mais ce n'est pas l'objet de notre propos. Notre attention s'est plutôt portée sur les fauteuils à roulettes.

Qu'est-ce qui ressemble à un fauteuil ? Un autre fauteuil ? Erreur grossière. En effet, si nos postérieurs ont droit au même confort, il en va tout autrement pour nos coudes. Et les fauteuils des chefs, raffinement osé, sont munis d'accoudoirs. Les bras nous en tombent.

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Snecma (Corbeil).

Les cantines d'EDF en grève

Les travailleurs des cantines d'EDF sont mécontents. Après le 10 mai, les syndicats, qui gèrent les cantines, leur avaient annoncé officieusement qu'ils seraient bientôt agents EDF. Dix mois plus tard, ils ne voient rien venir.

Pour les travailleurs des cantines, devenir agents EDF, cela signifierait être titularisés, ce qui revient à dire la sécurité de l'emploi ; obtenir le « service actif », c'est-à-dire la retraite à 55 ans au lieu de 60 ans actuellement ; les « tarifs agent », c'est-à-dire payer gaz et électricité dix fois moins cher. En résumé, ils ne voient pas pourquoi, travaillant pour EDF à longueur d'année, ils n'auraient pas les mêmes avantages que les électriciens et les gaziers.

Les travailleurs des cantines se sont donc mis en grève, pour certains dès le 15 mars. Jeudi 18 mars, une manifestation appelée par la CGT et la CFDT rassemblait 200 personnes sur l'esplanade des Invalides. Ensuite, une délégation s'est rendue chez Mauroy et a été reçue par le chargé de mission aux Affaires sociales. Ce monsieur s'est interrogé sur « l'opportunité pour les travailleurs des cantines d'avoir le même statut que les agents d'EDF ». **Autant dire que pour lui, la grève était inopportune ! Une assemblée de 250 grévistes a ensuite revoté la grève pour le vendredi 19, mais laissant le choix à chaque cantine de poursuivre ou non la grève la semaine suivante en attendant la réponse définitive que le gouvernement doit donner jeudi 25.**

En attendant, dans beaucoup de cantines, les travailleurs ne se sont pas contentés de promesses de négociations et ils continuent la grève. C'est en effet le meilleur moyen de faire pression sur le gouvernement et la direction d'EDF pour obtenir satisfaction.

Correspondant LO

Grève dans les usines de traitement des eaux

Les 500 employés des usines de traitement des eaux de Saint-Maur, d'Orly et d'Ivry, qui alimentent partiellement la population parisienne en eau potable, se sont mis en grève début mars. Les grévistes réclament en particulier la retraite à 55 ans pour tous les agents travaillant en 3 × 8, et la mise en place d'une 5e équipe.

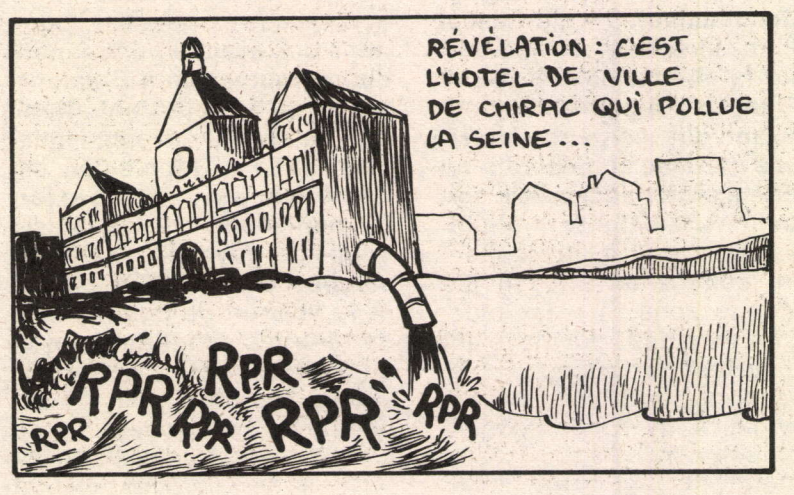
La grève touche aussi l'usine d'épuration d'Achères qui traite la plus grande partie des eaux usées de la région parisienne.

Les travailleurs, qui continuent d'assurer un service de sécurité minimum (en cas d'incendie notamment), ont décidé lors d'une assemblée générale qui s'est tenue le 16 mars de durcir et d'étendre leur mouvement. En effet, Tibéri, l'adjoint de Chirac chargé du personnel de la Ville de Paris, dont dépendent ces travailleurs, a déclaré que la question de la réduction du temps de travail ne pourra être abordée que lors d'une réunion du comité technique paritaire prévue pour le 19 avril.

Lundi 22, les employés du service des Eaux ont donc manifesté à 300 devant la mairie de Paris pour réclamer auprès de Chirac l'ouverture de négociations sur leurs revendications.

Du fait de leur grève, deux millions de mètres cubes d'eau d'égout sont chaque jour rejetés dans la Seine, ce qui, selon les services officiels, ne dépasse pas encore le pouvoir épurateur de la Seine. Mais les grévistes menacent de rejeter plusieurs milliers de mètres cubes de boues putrides si leurs revendications n'aboutissent pas.

Si les Parisiens manquent d'eau, si la Seine est polluée par les rejets non traités par l'usine d'Achères, on le devra donc à messieurs Tibéri et Chirac qui estiment que quand les travailleurs de l'eau se mettent en grève, il n'y a pas le feu !



RENAULT-BILLANCOURT

De l'usine à l'asile psychiatrique

Souffrir d'une hernie et se retrouver en hôpital psychiatrique, c'est la mésaventure qui est arrivée à un ouvrier de Renault.

Après sept années occupées à pousser des charges lourdes à l'usine, son médecin traitant lui trouve une double hernie. Ce diagnostic est en partie confirmé par les médecins de la Régie, mais lorsqu'il revient à l'atelier, on continue à lui faire pousser des chariots de 500 à 800 kg. Trois mois plus tard, comme il refuse de poursuivre ce travail, le médecin du travail de la Régie Renault déclare qu'une telle attitude est anormale, et le fait placer d'office dans un hôpital psychiatrique, d'où il ne sortira que huit mois après.

Cet ouvrier a porté plainte, et la Chambre d'accusation a décidé un supplément d'information.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

● EXCÈS DE VITESSE

Au Bas-Meudon, en Retouche, au secteur Tunzini, la vitesse des deux chaînes doit être de 36 voitures à l'heure.

Mais, bizarre, bizarre, dans la pratique, l'une des deux chaînes a une fâcheuse tendance à tourner à 38 voitures à l'heure : les vibrations, paraît-il, font bouger le variateur.

Les vibrations, peut-être... bien que ce soit plutôt rare que les vibrations aient fait tourner la chaîne en dessous de 36 voitures à l'heure...

En tout cas, ce n'est pas grave, il suffit que l'on désigne l'un d'entre nous pour surveiller la manette, le temps que la direction trouve des variateurs de vitesse qui n'ont pas la bougeotte...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Renault-Ile Seguin (Billancourt).**

● LES GENTILHOMMES EN CULOTTE COURTE

Aussi étonnant que cela puisse paraître, ça existe encore, ces chefs complexés, incapables de se débrouiller tout seuls et qui font appel à leur secrétaire pour un oui pour un non.

Il arrive encore que l'un d'entre eux, de son air le plus candide, nous demande si, des fois, on ne pourrait pas lui recoudre un bouton, ou bien passer un coup de chiffon sur son bureau, ou bien — modèle très courant — lui préparer un café. Et il est tout étonné si on lui répond gentiment que non, on n'est pas là pour ça.

A leur âge, quand même ! Et après ça, on dira que c'est les femmes qui ont besoin de s'émanciper !

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** ***Renault - Siège Social.***

● MYSOGINIE PAS A PART !

Chez Jaeger, la différence entre les salaires masculins et féminins pour un même échelon va de 16 F à 3 700 F suivant les niveaux. Et comme en plus de la discrimination des salaires, il y a une discrimination dans les qualifications, l'écart réel est encore plus édifiant.

Alors, si vous entendez la direction parler d'égalité des sexes chez Jaeger, ne croyez surtout pas que cela veuille dire : **« A travail égal, salaire égal » !**

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Jaeger (Levallois).**

COMMUNIQUÉ :

APPEL AU SOUTIEN DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES MARCHANDS AMBULANTS IMMIGRÉS SANS PAPIERS

Camarades,

Nous portons à votre connaissance que nous avons décidé, nous marchands ambulants de toutes nationalités, d'entamer une grève de la faim illimitée jusqu'à l'obtention de nos revendications.

Nous sommes plus de 1 000 marchands ambulants qui avons déposé un dossier dans les guichets uniques, dans le cadre de la campagne de régularisation exceptionnelle décidée par le gouvernement, le 23 juillet 1981, en faveur de certains étrangers sans papiers. Nous avons fait toutes les démarches de concertation avec les responsables du secrétariat à l'Immigration. Et malgré toutes les garanties qui nous ont été données au départ, qui étaient conditionnées par 4 points que nous avons acceptés lors de nos assemblées générales, nous ne pouvons que constater le recul opéré par les autorités responsables et le nouveau climat de tension et de refus de régulariser les travailleurs et autres couches de l'immigration qui se sont présentés aux guichets de régularisation (...).

C'est pour faire face à toute tentative de nous marginaliser, et en réponse aux atermoiements et divigations des responsables du secrétariat à l'Immigration, qui nous ont signifié, lors de notre dernière rencontre, que nous ne serons pas pris en compte dans la régularisation exceptionnelle, que nous avons décidé de défendre nos droits par une grève de la faim puisque ni la concertation, ni les luttes que nous avions entamées ne paraissent attirer l'attention des responsables.

Notre grève de la faim sera illimitée jusqu'à l'obtention de nos revendications (...).

Pour réussir dans notre action et pour faire prévaloir les droits des travailleurs immigrés et français, et garantir les droits des travailleurs à la mobilisation, pour renforcer la lutte contre la droite, nous appelons toutes les forces démocratiques, partis, syndicats, associations de solidarité, associations autonomes de travailleurs immigrés, militants immigrés et français démocrates, à venir nombreux nous soutenir et participer par tous les moyens à renforcer le comité de soutien qui va se créer.

Français, immigrés, notre force, c'est notre unité.

Le comité de grève des marchands ambulants soutenu par la Maison des Travailleurs Immigrés.

LIVRES

La montagne aux chacals de Malek Ouary

Ce roman retrace l'itinéraire d'un jeune Algérien, Saïd, originaire d'un village près de Sétif, entre 1940 et 1945. Un jeune Algérien qui, semblable à bien d'autres de sa génération, va servir de chair à canon dans l'armée française.

Mobilisé en 1942, par tromperie d'ailleurs, juste après le débarquement américain sur les côtes algériennes, il va d'abord faire la campagne de Tunisie. Ensuite, il est envoyé en Italie, puis en France et en Allemagne. A l'issue de tous ces combats, ces années ont fait de lui un autre homme. On n'a cessé de lui dire qu'il se battait pour la liberté, qu'il était un « Français » à part entière et, en tant que sergent, l'objet d'une certaine considération. Saïd ne croit pas beaucoup à tous ces discours, mais il n'est plus prêt à être considéré comme un citoyen de seconde zone. Il n'est plus prêt à vivre dans son pays en supportant le fait que « les étrangers sont des citoyens privilégiés et les indigènes des métèques ».

Pourtant, à son retour, on lui refuse une chambre d'hôtel parce qu'il est un « indigène » et partout il est traité par les colons avec le même mépris qu'avant la guerre. Mais surtout, il découvre la destruction de son village et la disparition de tous les siens. Car, si le 8 mai 1945 est pour la population française le jour de la « libération », pour les Algériens, cette date est celle de la féroce répression des émeutes de la population algérienne de Sétif : les bombardements français feront 45 000 victimes.

La force de ce roman est de faire comprendre comment l'histoire de ce jeune fut l'histoire en fait de milliers d'autres jeunes Algériens qui, avec la guerre, perdirent toutes leurs illusions sur ce qu'ils pouvaient attendre de l'impérialisme français. Et si la répression de Sétif réussit à écarter momentanément toute possibilité de révolte, sous les cendres couvaient la braise et la volonté de ces milliers de jeunes Algériens qui allaient se battre quelques années plus tard pour l'indépendance de leur pays.

Samuel LATAN

La montagne aux chacals de Malek Ouary. Ed. Garnier, 217 pages, 50 F.

La révolte irlandaise de Richard Butler

Contrairement à ce que peut laisser penser le titre du livre et le résumé qui figure sur sa jacquette, il ne s'agit nullement d'un roman sur la lutte d'émancipation de la population irlandaise contre la domination anglaise.

Le roman commence, il est vrai, en Irlande, à la fin du 18e siècle, une période d'intense agitation nationaliste contre les propriétaires fonciers anglais. Mais l'héroïne, Mary, est arrêtée et condamnée à sept ans de déportation en Nouvelle-Galles du Sud à cause de ses liens avec un militant nationaliste irlandais. Et c'est le récit de cette déportation que fait le livre.

La Nouvelle-Galles du Sud, c'est l'Australie, que l'Empire britannique est en train de coloniser en y envoyant pêle-mêle condamnés de droit commun et opposants politiques.

Au travers des aventures de son héroïne, Butler décrit les conditions de vie inhumaines de la déportation, la corruption des militaires chargés d'encadrer les forçats, les trafics et l'exploitation dont sont victimes malgré eux les colons. D'ailleurs, une partie des forçats, essentiellement des Irlandais, finira par se lancer dans une révolte désespérée. Ils échoueront, mais leur mouvement amènera quand même l'Etat anglais à éliminer les plus corrompus de ses représentants, moins d'ailleurs par souci humanitaire que... pour la bonne marche des affaires.

La révolte irlandaise est avant tout un roman d'aventures, mais c'est un roman attachant qui a le mérite de faire revivre au lecteur un épisode peu connu, et peu reluisant, de la formation de l'Empire britannique.

François ROULEAU

La révolte irlandaise **de Richard Butler. Ed. Mengès, 35 F, 270 pages.**

Le gouverneur de Morée de B. Racine

En 1711 Sagredo, patricien de la République de Venise, est nommé gouverneur de Morée — autre nom du Péloponnèse — et chargé de renforcer Nauplie, capitale de cette province grecque récemment gagnée sur les Turcs.

Avec l'aide d'un « ingénieur » français, un projet extraordinaire voit le jour : une constellation de sept forts faisant corps avec le roc, constituant chacun une place forte, avec son approvisionnement et ses défenses. Il faudra trois années pour le réaliser.

C'est le journal de Sagredo qui constitue la trame de ce livre passionnant, qui permet au lecteur de vivre au quotidien les difficultés du chantier, la vie en garnison en pays hostile, les problèmes d'approvisionnement et de défense.

Pour Sagredo, cette construction devient son œuvre, la dernière probablement de sa longue carrière, celle qui lui servira et peut-être le protègera contre d'obscurs dangers qu'il pressent.

Venise reconnaîtra fastueusement ses mérites, mais donnera à l'affaire une conclusion pour le moins surprenante...

Elise MORICE

Le gouverneur de Morée **de Bruno Racine. Ed. Grasset, 52 F, 243 pages.**

Olympe de Gouges d'Olivier Blanc

Olympe de Gouges fut l'une des premières militantes féministes. C'est elle qui, en pleine Révolution française, rédigea la **Déclaration des droits de la femme,** en réponse à la **Déclaration des droits de l'homme.** C'est sa vie que raconte Olivier Blanc.

Après s'être attaché à retrouver ses origines, l'auteur la montre à Paris, s'essayant, avant la Révolution, au métier d'écrivain. Métier difficile pour une femme, à cette époque. Olympe, qui possédait une volonté et une force de caractère peu communes, dut se battre pour faire représenter ses pièces, contre les acteurs de la Comédie-Française alors seuls à décider de ce qu'ils joueraient ou non. Elle frôla d'ailleurs la prison à cause de ses démêlés avec eux.

Une de ses pièces plaidait contre l'esclavage. A cette occasion, l'auteur rappelle qu'à la veille de la Révolution, le commerce avec Saint-Domingue et les Antilles était florissant et engendrait de fabuleuses richesses : **« Une expédition négrière laissait à l'armateur un bénéfice de 300 à 400 %. C'est sur ce trafic que s'édifia la richesse des bourgeoisies portuaires, la splendeur de Nantes et plus encore de Bordeaux ».** Rien d'étonnant donc si les gros propriétaires se liguèrent contre Olympe, qui prit fait et cause contre l'esclavage et fut une sympathisante active du club « Les amis des Noirs ».

Elle fut acquise aux idéaux de la Révolution. Elle publia à la veille de la Révolution ses **Remarques patriotiques,** où elle exposa un vaste programme de réformes sociales, allant de projets de partage des terres à l'amélioration de l'hygiène, en passant par un projet d'ateliers publics et d'impôts sur la fortune.

Au début de la Révolution, elle écrivit au roi en le conjurant d'accepter la Constitution. Son attitude politique fut d'ailleurs toujours modérée. Elle soutint la Gironde contre la Montagne, par exemple. Ses intrusions dans la vie politique, fréquentes et passionnées, furent mal vues, parce qu'elle était une femme qui se mêlait de politique. Un journal jacobin écrivit à son sujet : **« L'honneur des femmes consiste à cultiver en silence toutes les vertus de son sexe, sous le voile de la modestie et dans l'ombre de la retraite. Ce n'est pas aux femmes à montrer le chemin aux hommes ».**

L'activité politique d'Olympe de Gouges la conduisit à l'échafaud : elle fut guillotinée le 3 novembre 1793.

Et Chaumette, l'un des chefs des hébertistes, qui représentaient pourtant une tendance radicale parmi les révolutionnaires, mit ainsi en garde les femmes qui seraient tentées de l'imiter : **« Rappelez-vous cette virago, cette femme-homme, l'impudente Olympe de Gouges qui, la première, institua des sociétés de femmes, qui abandonna les soins de son ménage, voulut politiquer et commit des crimes (...). Vous voudriez les imiter ? Non, vous sentirez que vous ne serez intéressantes et vraiment dignes d'estime que lorsque vous serez ce que la nature a voulu que vous fussiez. Nous voulons que les femmes soient respectées ; c'est pourquoi nous les forcerons à se respecter elles-mêmes ».**

Et pour appuyer ces fortes paroles, la proscription des clubs et rassemblements féminins fut votée par la Convention le 30 octobre 1793. Un décret leur interdit d'assister aux assemblées du peuple, même en spectatrices. Enfin le décret du 24 mai 1795 stipulait : **« Toutes les femmes se retireront jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné, en leurs domiciles respectifs. Toutes celles qui seront trouvées attroupées dans les rues au-dessus du nombre de cinq seront dispersées par la force armée et mises en état d'arrestation ».**

Olivier Blanc a voulu par son livre remédier au fait qu'Olympe de Gouges soit aujourd'hui si peu connue. Il y réussit parfaitement, en faisant revivre dans ces pages cette féministe courageuse et attachante.

Laurence VINON

Olympe de Gouges **d'Olivier Blanc. Ed. Syros, 230 pages, 66 F.**

THEATRE

La vie de Galilée de Bertold Brecht

En 1609, Galileo Galilei, dit Galilée, découvre en observant le ciel dans sa lunette astronomique les preuves que c'est bien la Terre qui tourne autour du soleil et non l'inverse.

La Terre n'est donc plus le centre du monde comme on le pensait jusqu'alors, et cette découverte entraîne une remise en cause des valeurs traditionnelles défendues par l'Eglise pour qui l'homme **« couronnement de la création »** ne peut avoir été placé par dieu qu'au centre de l'univers. Et l'Eglise qui ne peut tolérer que le doute soit semé sur les « saintes Ecritures », et par conséquent sur elle-même et son autorité, exige alors de Galilée, sous la menace, qu'il abjure publiquement ses idées.

Ecrite en 1938 par Brecht alors que, chassé d'Allemagne par le nazisme, il se trouve en exil, cette pièce est une profession de foi en l'homme et en la raison, en faveur de la science contre l'obscurantisme, de la liberté de pensée contre l'intolérance.

Ce texte simple, dépourvu des lourdes démonstrations si fréquentes chez Brecht, est remarquablement servi par le jeu des acteurs et la mise en scène de Marcel Maréchal. Celui-ci réussit à nous rendre Galilée très proche, montrant dans ce savant cet **« être de chair et de sang »** qui abjura par peur des instruments de torture... mais continua en cachette ses travaux.

Frédéric FERRIÈRES

Par le Théâtre de la Criée. Jusqu'au 4 avril au Théâtre des Amandiers de Nanterre (tél. 721.18.81). Prix : 50 F.

Quand les journalistes polonais parlaient

En Pologne, d'août 1980 à décembre 1981, en même temps que se constituait ouvertement le syndicat Solidarité, les langues et les plumes se déliaient. Le gouvernement polonais était alors confronté à l'éclosion de quantités de revues et de journaux.

Pierre Li, ancien correspondant du journal **l'Humanité** à Varsovie (poste dont il démissionna en 1979) et aujourd'hui proche du groupe Rencontres Communistes d'Henri Fizbin, a recueilli un certain nombre d'articles parus au cours de cette période en Pologne. Tous ces articles illustrent différents aspects des événements polonais avant et après août 1980, et présentent d'autant plus d'intérêt qu'ils ont été rédigés par des participants directs aux événements.

De nombreuses interviews ont également été réalisées par Pierre Li et sont regroupées dans cet ouvrage. Des interviews à travers lesquelles le lecteur peut se faire une idée de la condition ouvrière en Pologne avant août 1980 : le travail éreintant dans une usine de tissage, le logement, les queues, la bureaucratie, les luttes de 1976, les premières grèves de 1980. On peut lire également l'interview d'un des leaders de la grève de Poznan en 1956, le récit d'un participant à cette grève, le témoignage du premier secrétaire du parti à Radom, à propos de l'émeute qui s'y est déroulée en juin 1976, et des témoignages sur la répression qui a suivi.

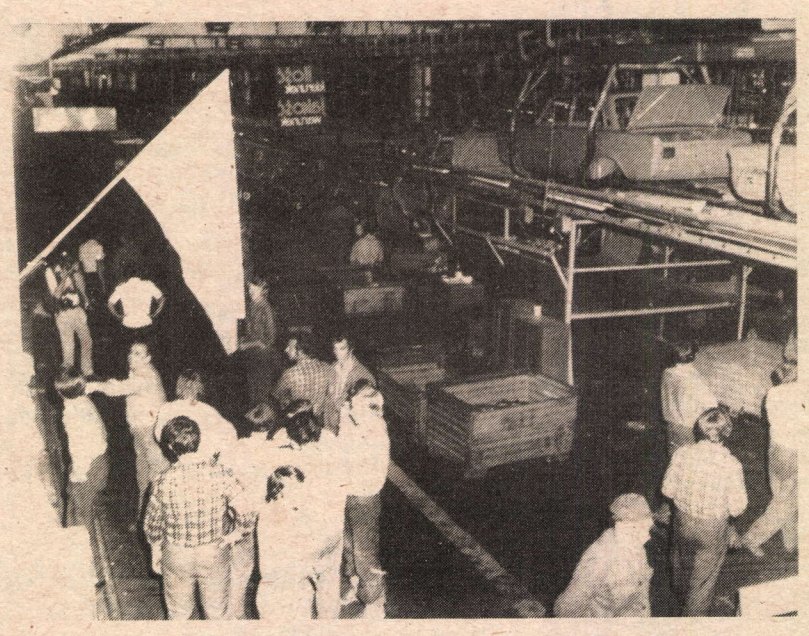
Mais le récit le plus saisissant est celui de l'un des trois jeunes ouvriers qui ont participé au déclenchement de la grève du chantier Lénine, à Gdansk, le 14 août 1980. Jerzy Borowczak raconte comment il a connu les syndicats libres clandestins, comment il y a milité, ce que cela signifiait, les risques que les militants couraient et enfin la préparation et le déclenchement de la grève à Gdansk. Et, à travers ce récit, le lecteur saisit combien l'intervention déterminée et courageuse de quelques militants peut jouer un rôle décisif dans l'évolution des événements.

Le livre se conclut sur des commentaires de dirigeants de Solidarité et de membres du KOR (groupe oppositionnel clandestin qui a participé à la formation des syndicats libres avant août 1980), qui expliquent les perspectives qu'ils voulaient tracer au mouvement. Ces textes montrent combien ils refusaient d'envisager une autre issue à la situation qu'un compromis avec le pouvoir en place... compromis qui s'est révélé impossible.

Il s'agit donc d'un livre très intéressant pour tous ceux qui veulent mieux connaître le mouvement ouvrier en Pologne et les idées et la politique de ceux qui furent les participants et même les dirigeants des événements qui suivirent les grèves d'août 1980.

Claude CHARVET

Quand les journalistes polonais parlaient, **textes traduits et présentés par Pierre Li. Ed. Megrelis, 415 pages, 68 F.**



Grève aux ateliers de l'usine automobile de Zeran, à Varsovie.

Une manifestation dans les rues de Lodz en juillet 1981, contre la pénurie alimentaire.

Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (1800-1981)

de Michel Beaud

Dans ce livre, l'auteur, un universitaire, retrace les grandes étapes de l'histoire du mouvement ouvrier.

Proche du Parti Socialiste, Michel Beaud explique notamment que le passage des socialistes réformistes, chacun dans leur pays, dans le camp de leur propre bourgeoisie au moment de la guerre de 1914, pourrait se justifier par ***« l'existence d'intérêts communs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie d'un même pays ».*** *Il estime que la Révolution russe ne pouvait aboutir qu'à la dictature et tire argument de ce qu'est devenue l'URSS sous la dictature de Staline pour rejeter toute idée de révolution. Il explique qu'en matière de changement, il n'y a* ***« guère qu'une voie, celle d'un patient investissement par la démocratie de tous les aspects de la vie sociale »,*** *et ajoute toutefois que* ***«le fossé est immense entre l'idéal et l'accompli ».***

Le livre se termine sur quelques vœux pieux. L'auteur espère que le nouveau gouvernement en France contribuera ***« à ouvrir et élargir dans le monde un espace pour le socialisme et la démocratie ».***

Pour ce qui est de l'aspect historique, le survol de cette longue période est trop rapide pour que le lecteur puisse y trouver une véritable histoire du mouvement ouvrier. Au total, un ouvrage qui n'offre pas beaucoup d'intérêt.

Jean HAINAUT

Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (1800-1981) ***de Michel Beaud. Ed. du Seuil, 303 pages, 79 F.***

Etre communiste en URSS sous Staline

Textes présentés par Nicolas Werth

En 1941, lorsque les troupes allemandes occupèrent la ville de Smolensk en Union Soviétique, une partie des archives de la ville, que les responsables n'avaient pas eu le temps d'emporter ou de détruire, tombèrent entre leurs mains. Par la suite ces archives, récupérées par les Américains, furent transférées aux USA.

Ces documents constituent une riche source d'informations, d'autant plus précieuse qu'on ne dispose pas d'autres, les autorités soviétiques gardant jalousement le secret sur leurs archives.

A travers ces milliers de lettres, de circulaires secrètes, de comptes-rendus de réunions, de questionnaires, on a pu reconstituer ce que fut la vie quotidienne de la population, ses réactions, celles des autorités, dans les années tourmentées qui vont de 1920 à 1938. Ces années furent en effet marquées par la lutte et le triomphe de Staline, l'élimination des traditions révolutionnaires, la collectivisation forcée de 1929 à 1931 et les grande purges contre la vieille garde bolchévik de 1934 à 1938.

L'étude de ces documents avait déjà fourni la matière d'un livre extrêmement documenté qui parut en 1967 chez Fayard, **Smolensk à l'heure de Staline,** dont l'auteur était Merle Fainsood, un universitaire américain. Le livre qui paraît aujourd'hui aux éditions Archives n'ajoute rien de nouveau, en dépit de l'affirmation de Nicolas Werth qui explique ainsi son projet : **« Fainsood négligea les militants de base, leur psychologie, leur rôle dans le parti. C'est de ces militants de base (...) qu'il sera question dans ce livre ».**

Pourtant, la compilation de Werth ne répond pas aux ambitions de son auteur. La citation répétée de documents — c'est le principe même de la collection — ne fait pas revivre les militants, mais en donne une vision extrêmement schématique. Cela est accentué encore par le fait qu'il manque le plus souvent les explications, les dates qui permettraient de resituer les documents dans leur contexte, ce qui est essentiel pour comprendre les motivations et les prises de position des militants ou des simples citoyens soviétiques... faute de quoi, Werth donne une image déformée de toute cette période.

Jean-Pierre VIAL

Etre communiste en URSS sous Staline, **textes présentés par Nicolas Werth, Ed. Gallimard Archives, 272 pages, 55 F**

Miroitements de Pierre Boulle

A la surprise générale, à commencer par la sienne, le candidat écologiste Blondeau aux élections présidentielles est élu. Le programme des écologistes peut enfin, pour la première fois, être mis en application. Les ministères principaux deviennent ceux de l'Environnement et de la Protection des espèces, de la Qualité du travail et de l'Energie solaire.

Voilà un thème plutôt attrayant, mais que Pierre Boulle a choisi de traiter de façon à ridiculiser les écologistes. Il ramène le programme des écologistes à un simple culte — au sens propre du terme — du soleil.

Le livre est entièrement consacré aux catastrophes écologiques qu'entraîne le fonctionnement de la première grande centrale solaire mise en fonction, catastrophes dont les écologistes au gouvernement assument la responsabilité, bien sûr, et qu'ils décident de cacher au public.

Faisant des écologistes des mystiques parfois même un peu demeurés, Pierre Boulle a réalisé là une charge tellement grossière qu'elle en devient complètement ridicule.

Philippe NATIER

Miroitements **de Pierre Boulle, Ed. Flammarion, 192 pages, 50 F**

Sélection *dans les salles parisiennes*

Films récents...

BANDITS, BANDITS.
de Terry Gilliam

Conduit par six petits nains, un enfant de onze ans part pour un voyage fantastique au cœur des légendes. Un film qui mêle l'imagination loufoque au suspens et à l'humour.

Rex 2e. UGC Opéra 2e. Cluny Ecoles 5e (v.o.). Odéon 6e (v.o.). Normandie 8e (v.o.). UGC Gare de Lyon 12e. UGC Gobelins 13e. Miramar 14e. 14-Juillet 15e (v.o.).

GALLIPOLI.
de Peter Weir.

Pendant la Première Guerre mondiale, des volontaires australiens enrôlés par l'armée britannique découvrent l'horreur des tranchées.

Biarritz 8e (v.o.). 14-Juillet 15e (v.o.).

ABSENCE OF MALICE.
de Sydney Pollack.

Comment le désir de vendre à tout prix de « l'information » amène une jeune journaliste imbue d'elle-même à saccager la vie des gens. Une dénonciation poignante du journalisme et aussi une satire des petites combines de la police, de la justice et des politiciens. Avec Paul Newman et Sally Field.

Ciné Beaubourg Les Halles 3e (v.o.). Studio Médicis 5e (v.o.). Paramount Odéon 6e (v.o.). Publicis Elysées 8è (v.o.). Paramount Opéra 9e. Paramount Bastille 12e. Paramount Galaxie 13e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e. Saint-Charles Convention 15e. Trois Murat 16e. Paramount Maillot 17e.

GEORGIA.
d'Arthur Penn.

La vie de quatre adolescents dans l'Amérique du début des années 1960. Il y a loin de leurs rêves à la réalité.

Odéon 6e (v.o.). Rotonde 6e (v.o.). UGC Champs-Elysées 8e (v.o.).

Caméo 9e. 14 Juillet 11e (v.o.). UGC Gobelins 13e. Bienvenue 15e. 14 Juillet 15e (v.o.).

LE BATEAU.
de W. Petersen.

La vie à bord d'un sous-marin allemand durant la Seconde Guerre mondiale. Les angoisses, les peurs et l'écœurement de l'équipage.

Bretagne 6e. Biarritz 6e. Caméo 9e.

IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX, LES PLOUFFE.
de Gilles Carles.

Une famille canadienne dans les années 1938-1945. Sur le ton humoristique, la peinture de petites gens trahis par tous les pouvoirs.

Gaumont Les Halles 1er. Saint-Michel 5e. Gaumont Ambassade 8e. Français 9e. Sept Parnassiens 14e.

RAGTIME.
de Milos Forman.

La société américaine et ses travers au début du siècle.

Cluny Palace 5e (vo). Hautefeuille 6e (v.o.). Elysées Point Show 8e (v.o.). Sept-Parnassiens 14e (v.o.).

COUP DE TORCHON.
de Tavernier.

Dans un village d'Afrique colonisée, le chef de la police se prend pour un dieu... un peu particulier.

Paramount Marivaux 2e. Monte Carlo 8e. Paramount Montparnasse 14e.

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Une fiction sur le passé de l'homme qui donne envie d'en savoir plus sur la prodigieuse préhistoire de l'humanité.

Impérial 2e. Danton 6e. Gaumont Ambassade 8e. Athéna 12e. Montparnasse Pathé 14e. Kinopanorama 15e.

QUI CHANTE LA-BAS ?
de Slobodan.

Un film tendre, ironique, émouvant et tragique, en Yougoslavie, à la veille de l'invasion allemande.

Saint-André-des-Arts 6e (vo).

MEPHISTO.
d'Istvan Szabo.

L'ascension d'un comédien arriviste dans l'Allemagne nazie.

L'Epée de bois 5e (v.o.).

et moins récents

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.

Une tranche d'histoire — de 1937 à nos jours — vue avec les yeux de musiciens de différentes nationalités.

Publicis Matignon 8e.

LITTLE BIG MAN.
d'Arthur Penn.

Un Blanc parmi les Indiens.

Noctambules 5e (v.o.).

M. LE MAUDIT.
de Fritz Lang.

La pègre pourchasse l'homme qui sème la terreur en assassinant des petites filles. Une fois arrêté, les truands lui font son procès.

St-André-des-Arts 6e (v.o.). 14 Juillet 11e (v.o.).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de D. Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.

La Banque à Images 5e (v.o.). Daumesnil 12e (v.o.).

LE LAUREAT.
de M. Nichols.

Une comédie dans laquelle Dustin Hoffman interprète un étudiant en rupture avec la bonne société.

Saint-Germain Huchette 5e (v.o.).

LE SHÉRIF EST EN PRISON.
de M. Brooks.

Les aventures loufoques d'un jeune Noir devenu shérif.

Opéra Night 2e.

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI.
de F. Rosi.

Dans l'Italie fasciste, un écrivain est proscrit dans un petit village perdu, Eboli.

Templiers 3e (v.o.).

AMERICA, AMERICA.
d'E. Kazan.

Au début du siècle, deux jeunes gens veulent fuir la Turquie et la misère pour l'Amérique.

Calypso 17e (v.o.).

Kung Fu

Comme son titre ne l'indique pas, il s'agit d'un film polonais. Il date de 1979, avant donc les événements de l'été 1980 et la naissance de Solidarité.

L'histoire est celle de Witeck, un ingénieur qui a des ennuis à cause de son honnêteté et de son refus de se plier aux règles du système. Il est licencié de son usine à la suite d'une provocation. Peu après, sa femme est chassée de son poste de professeur et sa fille est renvoyée de l'école maternelle.

A travers cette histoire, le réalisateur dévoile un peu les dessous de la société polonaise : corruption, trafics d'influence, morgue bureaucratique, et surtout lâcheté de tous ceux qui tiennent à leur place.

Le héros Witeck ne fait d'ailleurs qu'à moitié exception à la règle. On apprend ainsi que, du temps où il était étudiant, en 1968, il a laissé tomber son meilleur ami au moment où celui-ci était victime de la répression dans les milieux universitaires. Et dans le présent, Witeck s'avère encore un individu peu sympathique, notamment dans ses relations avec sa femme et sa fille.

Et le Kung Fu dans tout cela ? Il ne tient qu'un rôle effacé, celui d'un souvenir de jeunesse, du temps où Witeck et ses amis étudiants pratiquaient le karaté. Sans doute est-ce la vie du héros elle-même que le réalisateur a voulu comparer avec cet art martial, une vie au cours de laquelle il faut sans cesse se battre, lutter, et aussi... savoir se protéger pour ne pas prendre de coups.

Un film intéressant, et il est dommage qu'il ne passe que dans une unique salle parisienne.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Une glace avec deux boules

Difficile, quand on a 13 et 17 ans, d'accepter que son père quitte sans explication la maison, pour aller filer le parfait amour ailleurs.

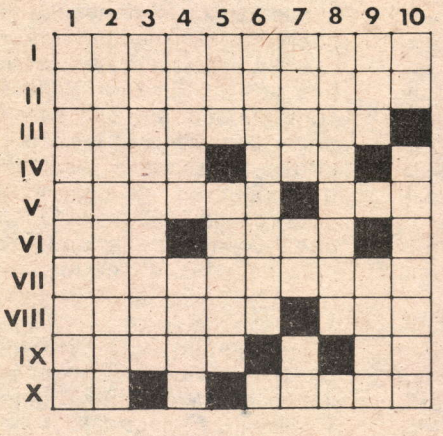
Dans la famille, on crie beaucoup, on rit beaucoup, on s'aime beaucoup. Alors, les deux filles vont projeter d'offrir à leur mère, à l'occasion de son anniversaire, un amant, pour rendre jaloux leur père et pour qu'il leur revienne.

Mais rien, dans le monde des adultes, ne se plie aux calculs des deux jeunes Machiavel. Maman va trouver un autre compagnon, Papa rester auprès de sa conquête, et tout finira bien, sur un dandinement collectif au rythme de la danse des canards.

L'argument est mince, et les personnages sont sympathiques — en particulier la plus jeune des filles, petite peste énergique, qui est drôle et touchante. Mais, bien que certaines scènes soient franchement réussies, cocasses ou tendres, cela ne suffit pas à accrocher vraiment le spectateur.

Annick MORIZET

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. I. Une trompette qui ne serait sûrement pas dans son assiette dans un orchestre... même funèbre. II. On l'a bonne ou mauvaise. III. Petit ou grand, il surprend en général. IV. Sculpture de l'art grec ancien. Roi de Juda. V. Choisiras. Gardon que n'aurait pas méprisé le héron de la fable. VI. Occasion d'ébats sans débats. Espèce de souverain aujourd'hui disparue. VII. Ça fait jaunir. VIII. Donnas. Réfléchi. IX. Un trésor pour l'agrjculture chinoise. Annonce qu'il peut y avoir une suite. X. Préposition. Elle donne ce qu'on lui prend cependant de force.

VERTICALEMENT. — 1. Rapace. 2. Fait avancer bien des choses. 3. Qualité qu'on attend d'un verre quand on s'apprête à bien manger. 4. Elément d'une chaîne. Ville d'URSS sur l'Oural. 5. L'une des quatre. Sous la tête. 6. Encaisses ! 7. On les aime tout chauds. Possessif renversé. Mis en pièces. 8. Lins sauvages. 9. Plus souvent petit que gros. Eh bien, vous et moi, par exemple ! 10. Préposition. Un vrai cloaque.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	M	E	N	D	E	M	E	N	T
II	M	E	T	A	L	L	I	Q	U	E
III	B	R	A	Y	■	■	C	U	I	T
IV	R	O	T	■	U	V	E	I	T	E
V	E	S	M	E	R	A	L	D	A	■
VI	E	T	A	L	■	U	L	E	M	A
VII	S	O	J	A	■	B	E	■	M	E
VIII	■	M	O	N	T	A	■	R	E	D
IX	P	E	R	Ç	A	N	T	■	N	E
X	E	S	S	E	N	■	R	E	T	S

La peinture française du XVII[e] siècle dans les collections américaines

Le Grand Palais à Paris abrite, jusqu'au 26 avril, 120 toiles de peintres français du XVII[e] siècle, provenant de collections américaines.

La sélection de tableaux exposés ici offre un aperçu de l'ensemble de la production picturale du XVII[e] siècle en France. Les artistes renommés de ce siècle, Poussin, Claude Lorrain, les Le Nain et La Tour, côtoient des peintres moins connus comme Vignon, Stella et Le Sueur, ou très peu connus comme Charles Mellin et Nicolas Colombel.

Les peintres français du XVII[e] siècle sont souvent considérés comme mineurs, par rapport à un artiste comme Rembrandt en Hollande. Mais les toiles présentées au Grand Palais montrent bien que les artistes de cette époque, qui refusaient de se contenter des leçons de l'école officielle toute en fresques historiques et en scènes religieuses stéréotypées, avaient cherché une autre manière de peindre.

C'est le peintre Caravage, dont l'école faisait autorité en Europe, qui a profondément inspiré La Tour et les frères Le Nain. Ils ont voulu rendre les émotions rencontrées dans la vie quotidienne et se sont aidés de la technique des jeux d'ombre et de lumière pour souligner un trait ou un caractère.

Claude Lorrain peint avec passion les éléments, et ses tableaux, qui nous paraissent étonnamment modernes, ont, deux siècles plus tard, été tout particulièrement étudiés par les impressionnistes, tant les recherches de ces peintres sur la lumière rejoignaient leurs préoccupations.

Bien sûr, les différents peintes du XVII[e] siècle n'ont pas tous connu un égal bonheur dans leurs recherches. Mais la diversité des tableaux et leur présentation soignée, les regroupant par peintre, par école, par thème, permettent de bien se rendre compte de ce que fut le XVII[e] siècle pour la peinture française.

Annick MORIZET

Galeries nationales d'exposition du Grand Palais. M° Champs-Elysées-Clemenceau. Tous les jours (sauf le mardi) de 10 h à 20 h (le mercredi jusqu'à 22 h). 14 francs (11 francs le samedi).

Le XVI[e] siècle florentin

Trois petites salles du Pavillon de Flore du Musée du Louvre sont consacrées en ce moment à une exposition d'œuvres de peintres du XVI[e] siècle florentin dans les collections françaises, rassemblées par François 1[er] ou faites sur sa commande.

Les peintres florentins qui sont présentés dans cette exposition, contemporains ou postérieurs aux grands maîtres de la Renaissance, Raphaël, Léonard de Vinci, Michel-Ange, ont été marqués ou influencés par eux.

D'inspiration essentiellement religieuse, ces tableaux nous livrent un aperçu de l'évolution de la peinture de la Renaissance. Ils sont l'œuvre de peintres comme Pierro di Camino qui fut très influencé par Léonard de Vinci, de Bartoloméo et Albertinelli, dont les tableaux reppellent un peu ceux de Raphaël, d'Andréa del Sarto appelé par François 1[er] à la cour de France, etc.

Restaurés, débarrassés pour la plupart de leur vernis jauni par les années, ces tableaux mettent bien en valeur les qualités picturales de ces peintres. Mais malgré tout, le visiteur reste un peu sur sa faim, car l'exposition comporte peu d'œuvres au total. Mais il est alors possible de continuer la visite dans la salle permanente du Louvre qui est consacrée à la Renaissance italienne et où il y a beaucoup plus à découvrir !

Ghislaine GAUTIER

Musée du Louvre à Paris, du 4 mars au 6 septembre 1982.

VARIETES

« Monsieur Francis Blanche »

Ce spectacle de Didier Bailly et Jean-Michel Bonnarme propose des textes et chansons de Francis Blanche.

On ne se lasse pas de découvrir ou de redécouvrir des chansons ou des textes comme *La truite, Le petit mot de billet...*

Le jeu des comédiens — dont l'un est aussi pianiste — rend très bien l'émotion, le petit clin d'œil, mais surtout l'humour de Francis Blanche.

Une soirée agréable au café-théâtre « Le Fanal », à 21 h 15, 85, rue Saint-Honoré, Paris 1[er]. C'est près du trou des Halles, métro Louvre.

Zaka Percussion

Pour tous ceux qui aiment les percussions, il y a pour quelques jours encore, jusqu'au 3 avril, une sortie à ne pas manquer. C'est Zaka Percussion au Petit Forum des Halles.

Ils sont quatre, l'un joue de la batterie, les trois autres de toutes les percussions, et c'est en même temps un spectacle visuel.

Au théâtre du Petit Forum, niveau 3 du Forum des Halles, à Paris. Prix : 50 F

Sélection télévision

Samedi 27 mars

21 h 40. A2. Le village sur la colline. Quatrième partie sur la vie d'un petit village de Bourgogne, Chavigny, de 1943 à nos jours.

Dimanche 28 mars

15 h 15. FR3. Le comte de Monte-Christo, quatrième et dernier épisode de ce feuilleton réalisé d'après l'œuvre d'Alexandre Dumas.

16 h45. FR3. Théâtre : Le conte d'hiver, de Shakespeare. Cette comédie en cinq actes est présentée en version originale et sous-titrée.

19 h 30. TF1. Les animaux du monde, l'émission présente l'aquarium de Nouméa en Nouvelle-Calédonie.

20 h 35. TF1. Film : **La vie privée de Sherlock Holmes,** de Billy Wilder. Ce n'est pas tant la vie privée que les aventures mouvementées du détective dans l'Angleterre victorienne, que raconte avec beaucoup de talent le metteur en scène.

22 h 35. FR3. Cinéma de minuit : **Le château du dragon,** premier film de Joseph Mankiewicz. Une histoire dramatique et romantique.

22 h 50. A2. La fiancée. Un reportage réalisé en 1974 en Afghanistan et qui nous livre des images de la vie quotidienne des habitants semi-nomades du pays.

Lundi 29 mars

20 h 30. FR3. Film : **Passe-montagne,** de Jean-François Stévenin, avec Jacques Villeret. La rencontre entre un Parisien et un campagnard un peu poète, un peu extravagant, mais amoureux de la nature.

22 h 25. A2. La grande parade du jazz. Jean-Christophe Averty présente le Dave Brubeck Quartet.

Mardi 30 mars

20 h 35. TF1. Le grand studio. Soirée de variétés avec plusieurs personnalités du jazz, dont Ray Charles et Rhoda Scott.

20 h 35. A2. Film : **Les sentiers de la gloire,** de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas. Ce film, qui fut interdit pendant de nombreuses années dans les salles de cinéma, est un violent réquisitoire contre la guerre. Le scénario est tiré du livre du même nom, racontant la répression des mutineries et l'histoire des « fusillés pour l'exemple », sur le front, pendant la guerre de 1914-1918. A ne pas manquer.

22 h 40. L'aventure des plantes, de Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cuny. Huitième émission dont le thème est : **le contrat avec les insectes.** Un épisode extraordinaire de la reproduction des plantes.

Mercredi 31 mars

20 h 35. TF1. **Deux siècles de ballet.** Une soirée consacrée à la danse. En direct du théâtre Kirov de Léningrad, les amateurs auront droit à tous les genres, de la tradition classique à la chorégraphie contemporaine.

20 h 35. A2. Le grand échiquier de Jacques Chancel est essentiellement consacré au chanteur et musicien Angelo Branduardi, qui fait à la fois du classique et du moderne. Des violonistes, des guitaristes, Alan Stivell, Carole Laure et Lewis Furey... sont également les invités de l'émission.

22 h 20. TF1. Les grandes expositions présente l'exposition **La peinture française du XVII[e] siècle dans les collections américaines** actuellement au Grand Palais à Paris, et que nous présentons dans ce même numéro de **Lutte Ouvrière.**

Jeudi 1[er] avril

15 h 50. A2. Chili-Impression. C'est une rediffusion qui permettra peut-être à ceux qui n'avaient pu voir ces documents et images de les regarder. Il s'agit d'une série de quatre émissions dont le premier épisode s'intitule **Les pompiers de Santiago** et présente, à l'aide de photos et d'interviews, ce corps de métier sous la dictature militaire, au lendemain du coup d'Etat de Pinochet.

20 h 35. A2. Affaire vous concernant : **Le fils de ton voisin.** Une enquête sur la torture pratiquée dans différents pays du monde et réalisée avec l'aide d'Amnesty International.

Vendredi 2 avril

20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi. Cette émission propose un reportage d'Anne Gaillard sur **Le marché de la solitude,** c'est-à-dire les agences matrimoniales.

21 h 30. TF1. Portrait : c'est celui du metteur en scène Henri Verneuil, l'auteur de **Mélodie en sous-sol, Le clan des Siciliens, Mille milliards de dollars,** etc. qui nous est proposé ce soir-là.

21 h 30. A2. Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot regroupant des écrivains ayant composé des ouvrages qu'il est possible de regrouper autour du thème **« Au siècle des lumières,** c'est-à dire traitant peu ou prou du 18[e] siècle.

CISJORDANIE

Toute la population en lutte pour sa liberté

En Cisjordanie, où la population palestinienne a commencé une grève générale la semaine dernière, plusieurs jeunes Palestiniens ont été tués et de nombreux autres blessés par l'armée israélienne qui, à différentes reprises, a tiré sur les manifestants. D'autres jeunes ont été tués par des colons israéliens organisés en groupes paramilitaires.

Déclenchée le 18 mars dernier pour protester contre la dissolution du conseil municipal d'El Bireh (25 000 habitants), la grève s'est prolongée et s'est accompagnée depuis de manifestations violentes, drapeau palestinien en tête, contre l'intervention brutale de l'armée israélienne, et cela, malgré les interdictions et le couvre-feu. Et, bien qu'elle soit mains nues face aux fusils et aux mitrailleuses, la population se bat, répliquant par des jets de pierres aux tirs israéliens et aux grenades lacrymogènes, résistant partout comme elle le peut.

Partout, en Cisjordanie, à Jérusalem, Ramallah, El-Bireh, Naplouse, etc., des heurts ont eu lieu.

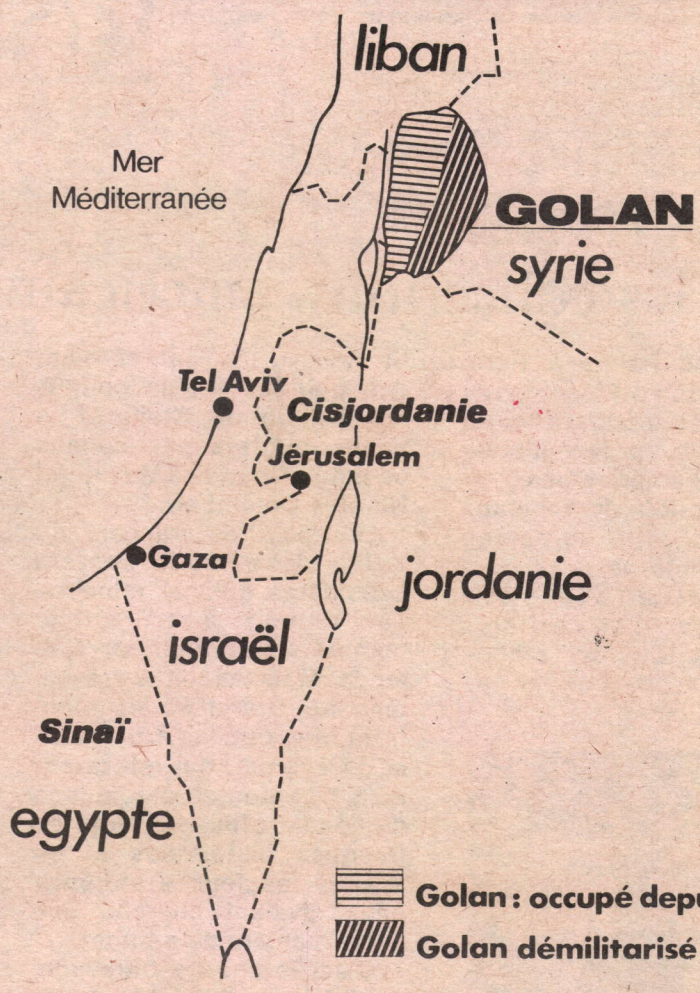
Le mouvement s'est étendu mercredi 24 mars au territoire de Gaza, où dans la ville de Khan Younis, au cours d'une violente manifestation, cinq jeunes Palestiniens étaient également blessés par balles. Partout, les soldats israéliens ont essayé de briser la grève générale. Mais à Jérusalem-Est, pour obliger les commerçants à garder leurs boutiques ouvertes, il a fallu déployer plusieurs centaines de policiers et finalement en laisser un de faction devant chaque boutique... A El-Bireh, les soldats israéliens ont essayé de forcer les fonctionnaires municipaux à reprendre le travail. Mais ceux-ci, transportés de force, ont fait grève sur le tas. La résistance est très vive et la mort de jeunes adolescents n'a fait qu'exacerber la colère de toute une population. A Bethléem, des policiers arabes ont refusé d'obéir aux ordres de leurs supérieurs israéliens qui voulaient leur confier des tâches de maintien de l'ordre. Trois d'entre eux auraient déposé leur uniforme devant le poste de police afin, disent-ils, de « refuser de faire le sale boulot ». Selon le maire palestinien de la ville, une trentaine de leurs collègues auraient également refusé de se plier aux ordres.

Manifestement, Israël ne s'embarrasse même plus de sauvegarder les apparences et un nouveau pas a été franchi vers l'annexion pure et simple de ces territoires de Cisjordanie et Gaza, occupés depuis 1967, mais pour lesquels les accords de Camp David avaient prévu la négociation d'un statut « d'autonomie ». De quelle autonomie s'agissait-il en vérité ? Après avoir, en effet, implanté pendant des années des colonies paramilitaires, puis créé des « ligues de villages » tentant de regrouper des notabilités arabes prêtes à collaborer, pour faire pièce aux municipalités pro-OLP élues par la population palestinienne en 1976 en Cisjordanie, Israël se dirige aujourd'hui vers la destitution pure et simple des élus. Des pressions ont été exercées sur eux. Mais, puisque les attentats et les expulsions n'ont pas suffi, c'est vers leur remplacement par une administration civile israélienne que se dirigent Begin et les dirigeants israéliens, comme pour le Golan.

Ainsi, après El-Bireh, les conseils municipaux de Naplouse et Ramallah, qui font l'objet d'enquêtes pour de prétendues irrégularités dans leurs comptes sont révoqués à leur tour. Et d'ailleurs le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, a évoqué clairement le 21 mars la possibilité de l'annexion, au cas où les négociations avec l'Egypte sur le Sinaï ne se passent pas comme le souhaite Israël...

Seulement voilà, malgré la division des Etats arabes, malgré la quasi-indifférence des grandes puissances, bref malgré son isolement, le peuple palestinien n'est pas décidé à se laisser faire et il se bat plus que jamais de toutes ses forces pour sa liberté, sa dignité et pour son droit à l'existence en tant que nation. L'Etat d'Israël n'est pas au bout de ses peines.

Frédéric FERRIERES

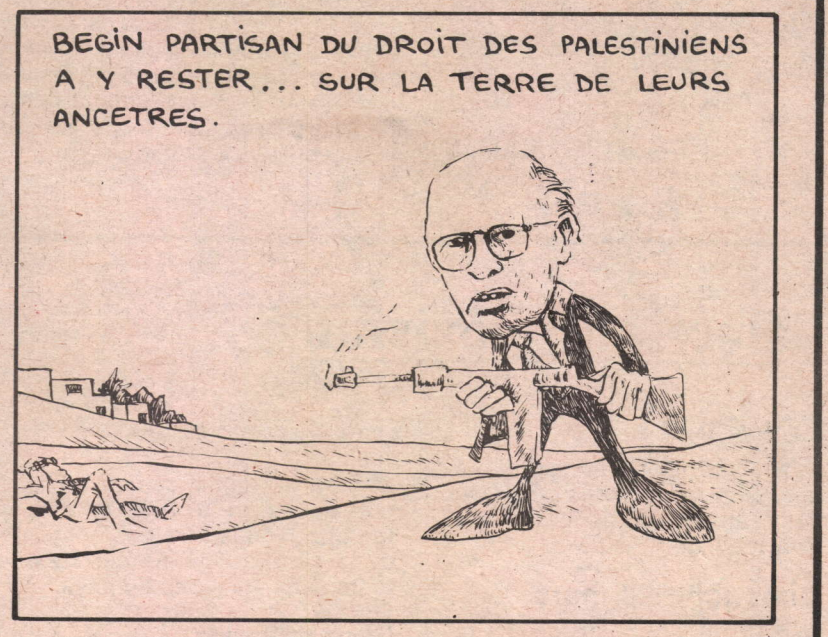


Qu'est-ce que la Cisjordanie ?

Territoire jordanien d'une surface de 5 500 km² (la valeur d'un département français moyen, comme l'Aude ou la Nièvre) la Cisjordanie est occupée par Israël depuis la guerre des Six Jours (1967). Elle compte 800 000 Palestiniens (la bande de Gaza 300 000 autres, sur 600 000 habitants). Sous gouvernement militaire israélien, la population palestinienne de Cisjordanie a toujours droit au passeport jordanien.

Israël a parlé plusieurs fois à propos de la Cisjordanie de « plan d'autonomie », mais sans reconnaître pour autant aux Palestiniens de Cisjordanie leur droit sur les territoires sur lesquels ils vivent, ni celui d'avoir leur drapeau, ni celui d'avoir leur propre police ou des quelconques organes de pouvoir.

Cette prétendue autonomie revient à traiter les Palestiniens des territoires occupés en citoyens de seconde zone.



RFA

Elections en Basse-Saxe : La politique d'Helmut Schmidt désavouée.

« Débâcle », « échec cuisant », « lourde défaite » pour le Parti Social-Démocrate Allemand de Helmut Schmidt (SPD) : c'est ainsi que la presse allemande a commenté les résultats des élections régionales pour le renouvellement du Parlement de Basse-Saxe, élections qui se sont déroulées le dimanche 21 mars.

Le SPD recule en effet de 6,5 %, tandis qu'avec 50,7 % des voix l'Union Chrétienne Démocrate (CDU) maintient sa majorité absolue. Par ailleurs, quatre partis sont représentés au Parlement, et non deux comme jusqu'à présent. Le Parti Libéral Allemand (FDP), partenaire de la coalition gouvernementale, a cette fois-ci passé la barre des 5 % et obtient 5,9 % des voix. Et surtout les écologistes, avec 6,5 % des voix, font une entrée remarquée puisqu'ils deviennent le troisième parti du Parlement de Basse-Saxe.

Le succès des écologistes peut en partie expliquer la baisse du SPD. Le mouvement pacifiste et antinucléaire de l'automne dernier pouvait laisser prévoir une telle poussée, sensible dans les villes universitaires de la région ainsi que dans les zones où était prévue l'implantation de centrales nucléaires (zones où les écologistes ont recueilli jusqu'à 14 % des voix). Mais le SPD a perdu aussi jusqu'à près de 8 % des voix dans ses fiefs traditionnels, les grandes villes et les secteurs industriels.

En Allemagne de l'Ouest, la Basse-Saxe est l'Etat le plus touché par le chômage, avec 10,5 % de chômeurs. Le SPD avait d'ailleurs fait de la lutte contre le chômage le thème central de sa campagne électorale : **« Priorité au programme pour l'emploi »**, disait-il. Seulement, il ne suffit pas de le dire. Et les travailleurs ont pu juger sur pièces de ce qu'était, dans les faits, la politique du chancelier socialiste Helmut Schmidt... et lui signifier, à l'occasion de ces élections, leur désaveu. Voilà sûrement une des raisons, et non des moindres, du recul électoral du SPD.

Marie ANTONIN

GRANDE-BRETAGNE

Une bonne suggestion

A l'automne dernier, les tarifs des transports en commun de Londres avaient été baissés de 35 % par décision du conseil municipal de la ville.

C'était vraiment trop beau. Les lords de la Cour Suprême britannique viennent d'annuler cette décision et, du coup, d'ordonner que le tarif appliqué depuis la baisse soit maintenant doublé.

Désormais il coûte à un Londonien 4,40 F pour faire deux stations de métro ou un kilomètre en bus, près de 10 francs pour faire un trajet de 6 stations.

Les travaillistes ont protesté contre cette décision. Les employés des bus et métro ont fait grève 24 heures. La décision de hausse a été maintenue.

Mais le conseil municipal de la capitale britannique ne s'avoue pas encore vaincu : il a décidé de conseiller aux voyageurs d'enfreindre la loi en refusant de payer les nouveaux tarifs.

Une idée qui ferait bien un jour de traverser la Manche.

COREE DU SUD

La dictature à l'œuvre

En Corée du Sud, l'armée et la police ont entrepris une véritable chasse à l'homme, prenant pour prétexte la recherche des auteurs de l'incendie qui a détruit un centre culturel américain

Tout en reconnaissant que les 7 suspects auraient très bien pu s'enfuir, ils n'en ont pas moins arrêtés 6 000 personnes, dont près de la moitié **« parce qu'ils auraient eu un comportement suspect »**. Seules 1 663 personnes ont été relâchées après avoir été interrogées.

La Corée du Sud, c'est un de ces **« bastions du monde libre »** si chers aux Etats-Unis.

BANGLADESH

Coup d'Etat militaire sur fond de misère

Après 4 mois de gouvernement civil, l'armée a repris le pouvoir au Bangladesh. Le coup d'Etat militaire qui s'est effectué mercredi 24 mars, sous la direction du général Hossian Mohammed Ershad, se serait fait sans effusion de sang, l'ancien président Abdus Sattar ayant lui-même justifié ce coup d'Etat.

Il faut dire que le président élu en novembre dernier, à la mort du général Zia, l'avait été avec le soutien de l'armée et que sa marge de manœuvre était étroite.

Les militaires, qui ont pris le pouvoir soi-disant pour **« éviter la crise économique »** et contre **« la corruption et l'inefficacité du précédent gouvernement »**, ont décrété la loi martiale dans le pays et suspendu le Parlement.

Le général Ershad dit vouloir rétablir le plus rapidement possible la démocratie au Bangladesh. Mais quand on sait qu'il est un admirateur du régime des dictateurs turcs, on voit ce que peut signifier le mot « démocratie » dans la bouche d'un tel homme.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450